

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

« Le Gouvernement n'a qu'à demeurer ce qu'il est : un gouvernement de Front NATIONAL (longues acclamations), oui, un gouvernement NATIONAL de Front populaire, et un gouvernement de bio. public, fidèle aux engagements qu'il a contractés et comptable en même temps de tous les grands intérêts de la nation. »

(Discours de Blum à la Chambre, 23-3-37.)

Il n'y a que du sang ouvrier que Blum n'est pas comptable.

APRES LE MASSACRE, LE BAILLON

Pour avoir dénoncé les fauteurs de la tuerie le libertaire est poursuivi pour provocations directes à la violence.

Ouvrez les dossiers !

Notre numéro du 21 qui situait toutes les responsabilités, tant fascistes que gouvernementales est saisi !

Nous ne nous taisons pas !

« Honie aux pays où l'on se tait. » Cette brillante invective lancée jadis par le Clemenceau de l'affaire Dreyfus aux nations insensibles à l'injustice et à la tyrannie, méritera-t-elle avant peu d'être appliquée à la France du Front populaire, à cette France que certains prétendent à toute force rendre « forte, libre et heureuse » ?

Il y paraît si l'on en juge par l'odieuse mesure dont nous venons d'être l'objet.

Comme un simple gouvernement Tardieu, Poincaré ou Clemenceau, Blum, le socialiste Blum, le chef reconnu de la Section française de l'Internationale ouvrière, fait saisir *Le Libertaire* et tente contre nous des poursuites « en provocations directes à la violence » !

Notre crime ? C'est d'avoir dénoncé avec vérité et exactitude les véritables responsables de la boucherie de Clichy ; c'est d'avoir situé le crime là où il était ; c'est, en un mot, d'avoir dit tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas !

Certes, notre numéro frappait dur et tapait fort. Moins dur et moins fort cependant que les balles des agents et des gardes de M. Dormoy (Marx). Nous, c'était du papier imprimé. Eux, c'était du plomb et du meilleur.

Que disions-nous en substance ? D'abord, cette vérité évidente, certaine, incontestable que « les massacreurs sont au pouvoir » ! Est-ce inexact ? M. Marx (!) Dormoy ne serait-il pas ministre de l'Intérieur ? En cette qualité, n'a-t-il pas la responsabilité et aussi la toute-puissance sur sa police ?

N'est-ce pas le même Marx Dormoy qui, passant outre aux remontrances de ses camarades de parti, autorisa, en plein centre ouvrier, une réunion fasciste qui devait inévitablement, étant donné les circonstances dont elle s'entourait, susciter une contre-manifestation ouvrière ? N'est-ce pas le même Marx Dormoy qui prit ses dispositions pour que la réunion eût lieu quand même en procédant à une concentration policière formidable ?

Enfin, Marx Dormoy pouvait-il ignorer que ses flics et gardes mobiles, toujours armés et abondamment fournis en cartouches, ont trop

fréquemment dans un passé assez récent, fourni les preuves que charger et « tirer » les manifestants était en quelque sorte leur rôle normal ?

D'autre part, M. Léon Blum qui, il n'y a pas si longtemps, savait être justement sévère dans son journal à grand tirage le *Populaire*, pour les chefs de gouvernements, prétendrait-il sortir aujourd'hui indemne de ces effroyables tueries d'ouvriers que furent Metzlaoui et Clichy ?

Pense-t-il qu'il suffise de se lamenter et de se tordre les bras pour être absous ?

En ce cas, le métier de chef de gouvernement serait bien commode ! Mais M. Blum était plus sévère pour ses prédécesseurs ! Ah ! comme il savait trouver de beaux accents quand ceux-ci commettaient l'arbitraire ! Il eût fait beau voir qu'on essayât de les comprimer ces accents de juste indignation quand le pouvoir assénait ses coups sur les esprits libres !

Aujourd'hui, M. Blum opprime lui-même ! C'est son gouvernement qui veut nous passer le bâillon et nous faire taire !

Et ce gouvernement fait envahir nos locaux par effraction et saisir notre journal par ses sbires, ses sbires qui sont d'ailleurs les mêmes que ceux de Laval, de Doumergue, de Poincaré, etc.

Il nous fait poursuivre par ses tribunaux et, non content d'ajouter l'arbitraire à la violence, à notre adresse il tente d'ajouter l'opprobre : il nous poursuit pour « provocations » à la violence ». C'est nous bientôt qui aurons assassiné les victimes de Clichy !

Eh bien ! Messieurs Blum, Dormoy, leur gouvernement et leurs amis se trompent. Malgré leur répression, ils ne nous feront pas taire. Nous ne jouerons pas ce jeu ignoble qui consiste à transformer la juste colère du prolétariat en apothéose des responsables.

Oui, les fascistes sont responsables. Oui, La Rocque, Doriot et toute la séquelle sont nos ennemis implacables, mais encore plus responsables vous êtes, Blum, Dormoy et consorts, qui, depuis bientôt un an que vous occupez le pouvoir, n'avez su brandir contre eux que des foudres de carton parce que votre politique néo-capitaliste a besoin pour son emprunt, pour ses armements, de leurs maîtres de la Haute Finance, de la Grande Industrie, et que votre lâcheté n'a su que capituler devant ces maîtres-là.

Et cela, malgré l'arsenal juridique et policier dont vous avez si bien emprunté l'usage à la bourgeoisie, vous ne nous empêcherez pas de le dire !

Pour couvrir ses responsabilités, le Gouvernement de Front Populaire nous rejoue le coup classique des agents provocateurs. On peut s'étonner que des hommes qui se seraient élevés avec violence contre le crime, s'ils s'étaient trouvés dans l'opposition, ne trouvent que ces piteux arguments. Provocateurs, mais, messieurs, que signifie donc ce terme ? Jusqu'alors on considérait comme tels les agents que la police introduisait dans les partis révolutionnaires, dans le but de discréditer partis et militants. Aujourd'hui, est-ce qu'il n'en serait plus ainsi ?

Le « Populaire » oublie un peu trop qu'il est l'organe officieux du gouvernement, et que celui-ci a le contrôle de la police et de ses agents provocateurs. S'il y a des provocateurs, le gouvernement, « à direction socialiste », en est le seul responsable. Et puisque l'on parle présentement de « faire passer un souffle républicain » dans les cadres de la police, on pourrait commencer par ne plus employer ces innombrables méthodes policières.

Provocateurs ? Pendant trop longtemps, les partis politiques et le parti socialiste en particulier, ont tenté de discréditer les anarchistes en nous lançant constamment cette insulte.

Nous rappelons que « dès que le Gouvernement Blum est arrivé au pouvoir », nous avons demandé l'ouverture des dossiers policiers.

Pris par les événements d'Espagne, nous avions interrompu notre campagne. Mais aujourd'hui nous la reprenons.

Les gens du « Populaire » parlent de provocateurs « anarchistes », nous leur répondons : « Apportez les preuves de vos calomnies ! »

Les listes de vos flics, de vos provocateurs, vous les avez dans les mains. Elles sont dans les dossiers de la préfecture de police, qui sont à votre disposition.

Sortez la liste des indicateurs et là au moins, vous prouverez qu'il y a quelque chose de changé et que le Gouvernement ne veut plus gouverner avec ces procédés de basse police.

« Si vos injures ne sont pas seulement une diversion, si vous avez les preuves que des provocateurs continuent sous votre gouvernement leur ignoble rôle, dénoncez les ! OUVREZ LES DOSSIERS !... »

C'était fatal ! par Sébastien Faure

en 3^e page A bas le capitalisme ! par Jean Bernier

en 4^e page Déclaration de l'U. A.

Nouvel espoir par Lashortes

Les responsables

On connaît les faits : le mardi 16 mars, la foule ouvrière apprenant la tenue d'une réunion du P.S.F., à Clichy, se portait en masse, à l'appel du Front populaire et de la municipalité socialiste à une contre-manifestation dans le but d'empêcher la réunion fasciste autorisée par le ministre Dormoy, socialiste lui-même.

Des coups de feu éclataient dans la nuit, qui couchaient 5 manifestants et en blessaient plusieurs centaines.

La première salve de police essayée, les ouvriers dans un moment de lucidité propre à la fièvre des combats situaient d'emblée les responsabilités.

Des dizaines de militants socialistes déchirant la carte du Parti, réclamaient à grands cris la démission du ministre dont la honteuse complaisance à l'égard des fascistes, et la mesure de provocation qu'était en lui-même le rassemblement des gardes mobiles en grand nombre, étaient criants pour le moins avérés des travailleurs.

Les ouvriers communistes, délaissant pour le moment la politique d'union et de calme réclamaient eux aussi, la démission des ministres responsables et la riposte ouvrière immédiate sous la forme d'une grève générale de combat.

Le lendemain, malgré les manchettes endormies des journaux ouvriers, des grèves éclataient spontanément dans les usines et sur les chantiers. Personne encore ne se trompait sur la portée et la signification de ce mot d'ordre jailli des foules ouvrières : il s'agissait bien d'un désaveu de la politique honteuse des chefs à l'égard des ligues fascistes et des revendications ouvrières.

Il n'était pas question encore d'une action de sympathie au gouvernement des massacreurs.

Les désillusions ouvrières se cristallisaient autour des morts de Clichy. La mystique du Front populaire se délayait dans le sang des massacrés. Des cris de désaveu à l'égard de la police et de son ministre responsable se répétaient dans le prolétariat parisien.

La vie du gouvernement était en jeu. C'est alors que la presse de gauche se livra à une diversion qui devait détourner de son but la colère ouvrière sans nier la légitimité de son principe.

Le coupable Dormoy, devenant l'incapable Dormoy, personnage sans pouvoir devant la fureur sanguinaire de la police.

Dormoy est allé au-devant de donner des ordres. Mais il ne sera pas obéi et jusqu'à 1 heure du matin, malgré le ministre, mal-

gré le préfet de police en personne, les officiers factieux pourront continuer de canarder cette foule admirable et exaspérée.

(Le Peuple.)

Cette police de répression devenait elle-même « la police républicaine » (*Le Populaire*), dont seuls « les chefs organisèrent un feu roulant sur une pacifique manifestation » (*L'Humanité*).

Les inévitables provocateurs font ensuite leur apparition dans la presse.

Le Peuple, le 22, relatant les fusillades ne manque pas de signaler l'appât de massacre par trop flagrant de la police : « Des agents tiraient au revolver jusqu'à épuisement de leurs chargeurs, des gardes mobiles mettaient genou à terre, épaulaient leurs mousquetons et appuyaient sur la gâchette. »

Les comptes rendus sont semés de sous-entendus, où les provocateurs apparaissent tantôt comme des mercenaires du P.S.F., tantôt comme des hommes de la police (tel ce civil, placé derrière les gardes mobiles et masqué par un camion) tantôt encore comme des agitateurs d'extrême gauche, anarchistes et trotskyistes.

Ainsi le *Populaire* pouvait écrire dimanche en lettres d'un pouce « Attention aux provocateurs » et faire saisir deux journaux révolutionnaires dont le « *Libertaire* » qui avait situé crûment les responsabilités gouvernementales telles que les formulaient les ouvriers au matin de la fusillade.

Ainsi le gouvernement pouvait obtenir dimanche derrière le cercueil de ses victimes une unanimité de façade que ne troublaient plus les cris vengeurs qui retentirent dans Clichy, à l'adresse des ministres.

Mais cette unanimité trompe si peu qu'il est contraint de chercher des responsables chez les militants ouvriers et jusque dans son propre parti.

Lorsque les chefs sont mêlés aux cris de vengeance d'une foule mitraillée et à la méfiance des militants mêmes qui les ont portés au pouvoir, ce ne sont pas les mauvais raisons qui les sauveront de l'échéance fatale à laquelle leur conduite les condamne.

A bas le blocus ! qui n'est d'ailleurs qu'à sens unique

Nous avons dit maintes fois ce que nous pensions du blocus ; que nous en étions les adversaires déterminés même s'il était appliqué aux rebelles aussi intégralement qu'aux gouvernementaux, car nous nous refusions à mettre dans le même sac et sur le même plan les défenseurs de la liberté et les hordes de Franco.

Nous avons écrit souvent qu'un internationalisme bien compris et agissant devait porter les ouvriers de France, les républicains de France au secours des ouvriers et des républicains d'Espagne.

Mais l'internationalisme n'a été bien compris, et mis en action, que par les fascistes d'Allemagne et d'Italie qui, malgré le blocus renforcé et les décisions du Comité de non-intervention, continuent à faire passer armes et hommes en zone espagnole fasciste.

A ce sujet, voilà ce que le *Petit Parisien* publiait dimanche en première page sous la responsabilité de Lucien Bourguès :

Diverses informations parvenues à Londres et à Paris signalant le débarquement récent en Espagne de combattants italiens en grand nombre préoccupent depuis un certain temps les chancelleries. On a appris notamment l'arrivée à Cadix, le 5 mars, d'un navire porteur de nombreux Italiens, ayant l'aspect non plus de « volontaires », mais de soldats réguliers.

Quoi qu'il en soit, il semble bien probable que malgré l'interdiction de l'envoi de volontaires qui est entrée en vigueur depuis le 20 février, de nouveaux et forts contin-

Blum à l'action !

Depuis mercredi soir la police de Blum et de Dormoy a multiplié les brimades et les persécutions à l'égard de nos militants.

A Quincy-sous-Sénart, notre ami Chancel a vu son logement forcé en son absence par la gendarmerie locale qui a saisi des numéros spéciaux. Partout d'ailleurs nos vendeurs ont été arrêtés et, bien entendu, les exemplaires saisis.

Enfin dimanche matin, à la première heure, M. Badin, commissaire de police du 9^e, alors que les locaux du LIB. étaient déserts à cette heure matinale, fit fracturer la porte à la pince-monseigneur et s'empara de tous les exemplaires de notre seconde édition spéciale.

En témoignage de sa visite, il nous laissa l'avis de poursuite suivant :

PROVOCATIONS DIRECTES A LA VIOLENCE

Au moment où nous mettons sous presse, notre ami Girardin vient d'être convoqué aujourd'hui à 17 h. 30 chez M. Bru, juge d'instruction.

D'autre part, nous avons appris que des saisies et des poursuites avaient été engagées contre la « Commune » et la « Lutte ouvrière » pour les mêmes faits que nous.

Enfin nous apprenons que sur la demande d'élus de la Fédération de la Seine du parti socialiste des militants de la jeune garde dont Weitz sont poursuivis pour provocations de militaires à la désobéissance. Le gouvernement veut emprisonner ceux qui furent les meilleurs artisans de sa victoire électorale.

Pour les ouvriers anarchistes une seule chose nous importe. Les militants de la Jeune Garde subissent la répression bourgeoise parce qu'ils sont restés révolutionnaires et qu'ils dénoncent la complicité du gouvernement aux crimes de l'impérialisme.

Devant cette odieuse attitude un seul mot d'ordre. Front révolutionnaire.

L'EMPRUNT EST COUVERT...



...Eux aussi !

gants italiens sont apparus en Espagne postérieurement à cette date, ce qui constitue un manquement à l'accord intervenu au comité de Londres.

Ce que l'on va lire, ci-dessous, nous l'avons pris dans l'œuvre de dimanche, c'est un ordre du jour du général italien Arnaldi adressé aux troupes italiennes qu'il commandait en Espagne :

Unis par un haut idéal, pénétrés d'un esprit guerrier, nous défendrons l'honneur de l'Italie impériale et fasciste, nous vaincrons, au nom de Rome, sous le signe du Littorio, « Dieu le veut », telle est la devise de la brigade. Elle explique le caractère de notre action. Nous sommes les vrais croisés de l'idée fasciste qui, grâce à nous, vaincra dans toute l'Espagne et anéantira les ennemis de la vérité, tant humaine que divine. Rappelez-vous à chaque heure que vous représentez ici notre chère patrie, grande et puissante, ainsi que la force militaire de l'Italie fasciste. Rappelez-vous à chaque heure que nous devons vaincre et que nous vaincrons. Dieu le veut ! A qui la victoire ? A nous.

Ce qui suit est tiré de l'œuvre de lundi ; c'est encore un ordre du jour, du général italien Mancini, cette fois, dont la lecture fut faite aux soldats italiens occupant l'Espagne :

A partir de ce jour, la première brigade s'appellera division des volontaires. L'annonciateur de la première division, vous avez à Malaga rempli des pages de gloire. Au cours de trois journées de marches et de combats, vous avez libéré la province des barbares rouges, vous lui avez rendu la paix, la liberté et la vie. Ainsi procédez au fascisme, avant-garde dans la lutte pour l'ital. Vous avez fait preuve de dynamisme. A vous, officiers et volontaires, à votre chef le général Arnaldi qui vous a menés à la conquête de Malaga j'adresse mes félicitations. Elles expriment la pensée de CELUI qui de loin suit vos efforts.

Après cela, M. Blum continuera à prétendre qu'il n'a aucune preuve des agissements du fascisme international en Espagne. Le rattachement le blocus sur la frontière franco-espagnole, mettra la région de Ponnipnan en état de siège, fera traverser là-bas, par un prêtat aux ordres, les meilleurs militants antifascistes, tout en se déclarant un grand ami de l'Espagne républicaine.

C'est là, sans doute, une attitude de chef de gouvernement. Mais la C.G.T. va-t-elle persister à se trainer derrière Blum et à tout trahir avec lui ?

Le Comité pour l'Espagne libre.

La "Jeune Garde" saisie par la police !

Nous apprenons que La Jeune Garde, organe des Jeunes Socialistes de la Seine a été saisie. Nous avons immédiatement téléphoné au siège des Jeunes, qui est en même temps celui de la Fédération de la Seine, pour avoir de plus amples renseignements. Quelle ne fut pas notre surprise de nous entendre répondre : « Il nous est impossible de vous donner les renseignements. » Nous avons insisté, mais nous n'avons pu obtenir que cette unique réponse. Nous avons compris, des ordres étaient donnés. Après cela, Blum peut affirmer que « C'est peut-être la première fois dans l'histoire sociale que le sang ouvrier a coulé sans que la classe ouvrière en ait rendu responsable le gouvernement et le régime, sans qu'un fossé se soit creusé entre elle et les libertés républicaines ». On bâillonne les protestataires et on déclare ensuite : « Tout le monde est d'accord ». Nous avons pu nous procurer ce numéro de la Jeune Garde. Avec beaucoup d'énergie les jeunes s'élèvent contre le crime. La manchette est significative : « 8 milliards pour l'emprunt, 5 morts à Clichy. » En deuxième page toujours en manchette. « Nous avons lutté... Avec des pierres contre des matraques ; Avec des pierres contre des revolvers. RETABLISSEMENT L'EQUILIBRE. » Cette courageuse attitude fait honneur à cette jeunesse, qui donne une singulière leçon à tous les capitulards adultes qui composent les partis politiques. Et surtout

Pour votre "libertaire"

La fausse modestie n'est pas de mise en ces jours. Aussi avons-nous le droit de souligner l'effort tout particulier accompli pour notre journal à l'occasion du massacre de Clichy. Nous avons sorti un premier numéro spécial mercredi matin avant la parution de notre numéro habituel qui, rappelons-le, comportait huit pages. Samedi matin, devant la tournure prise par les événements et la position adoptée et par les dirigeants du Front populaire et de la C. G. T. pour couvrir les responsables, nous décidâmes un nouveau numéro spécial pour situer les responsabilités et en même temps pour expliquer notre abstention à une manifestation où n'étaient télé-

lorsque l'on assiste à l'ignoble position des Jeunes socialistes qui pour couvrir les responsables font apposer une affiche où ces prétendus révolutionnaires osent écrire : « A bas la guerre civile ». Les Jeunes révolutionnaires nous permettent d'espérer dans l'avenir. Les capitulations des dirigeants ouvriers d'aujourd'hui leur serviront d'enseignement.

Le parti socialiste jugé par ses adhérents

Il n'y a pas que des bœuf-outou au parti socialiste. Au lendemain du massacre de Clichy, nombreux furent les travailleurs adhérents qui compréhrent... Voici quelques échantillons de la pensée des ouvriers de la base : La 5e section vote un ordre du jour à une majorité écrasante, dénonçant les ministres de Front Populaire. Une dizaine de sections de la région parisienne refusent de vendre le Popu. A la 15e section des J. S., six jeunes adhérents à la Jeunesse Anarchiste-Communiste. Voici, d'autre part, le texte de l'affiche tirée par des éléments révolutionnaires du P. S. (désavoués et menacés d'exclusion par un avis paru dans le Popu) :

PARTI SOCIALISTE S. F. I. O. (Section de) ASSEZ DE SANG ! ASSEZ DE CAPITULATIONS ! En Tunisie : 16 morts, 80 blessés. A Clichy : 5 morts, 200 blessés. Les forces de la police tirant sur les ouvriers antifascistes... sous un gouvernement de Front Populaire à direction socialiste. Est-ce la rançon de la politique de confiance exigée par les banques ?

NON, CELA NE PEUT PAS DURER

La réaction instinctive de la classe ouvrière, inquiète pour ses libertés et pour son pain s'est exprimée puissamment. Honneur aux ouvriers tombés ! Sanctions impitoyables aux responsables. SI HAUT PLACES SOIENT-ILS Travailleurs. Serrez les rangs dans la lutte qui va devenir plus sévère. Ayez confiance en vous-mêmes. Imposez d'urgence : La dissolution effective des ligues fascistes ; L'épuration des hautes administrations, de la police et de l'armée ; La nationalisation des trusts. Pour le pain, pour la paix, pour la liberté. Plus de capitulations. FRONT POPULAIRE DE COMBAT

Où sont les provocateurs ?

Ainsi donc si les flics ont tiré mardi, c'est la faute de provocateurs anarchistes et trotskystes. Ainsi donc le Gouvernement de Front Populaire, pour se couvrir, ne peut rien trouver d'autre que ce vieux cliché, de tous les gouvernements. Pourtant il y a un point que ferait bien d'expliquer Léon Blum. Comment se fait-il la manifestation se déroula dans le calme lorsque la police chargée que les premiers qui sont tombés sous les coups de crosse des mousquetaires sont Nalle, conseiller général communiste et Honel, député communiste, deux partisans de l'ordre, adversaires farouches de la guerre civile. Ils se trouvaient en tête des manifestants et de ce fait en bonne place pour la provocation. Comment se fait-il que les premiers qui ont pris les balles des flics sont les T. P. S., gardes de protection ? 80 d'entre eux ont été blessés, ils sont venus sur convocation spéciale de leur parti et de l'organe de leur parti : le Populaire. Pourquoi les avoir convoqués, si ce n'était pas pour manifester ?... Pour les faire mitrailler peut-être ? Dormoy et Léon Blum, pour éviter leurs responsabilités, vont-ils aussi prétendre que les provocateurs se trouvaient chez les T.P.S. ? Car enfin pour que ce soient ces derniers qui prennent la première décharge de mitraille, s'il y a eu provocateurs, il fallait bien qu'ils soient dans leurs rangs.

rés que des mots d'ordre de complaisance envers un gouvernement dont la force armée avait fait couler le sang ouvrier.

Mais là Dormoy veillait ! Mieux qu'à Clichy... Dès dimanche matin notre numéro était saisi. Ce coup de force, nous frappe en un endroit sensible. Il nous coûte 5.000 fr. C'est un coup dur pour nos finances déjà si obérées. Devant les persécutions qui reprennent contre nous, camarades anarchistes, accroissez votre effort en faveur de la diffusion de notre journal, en faveur de son soutien moral et financier. Camarades, serrez-vous tous autour de votre « Libertaire ».

La police est avec nous !

Vêtus de gros drap, le corps bardé de cuir et d'acier, les jambes protégées de gêtres rigides et le crâne garanti par un casque de fer, tels se présentent dans la bataille les « courageux défenseurs de l'ordre », lesquels, complétant cet équipement par une matraque et un fusil à lourde crosse, n'hésitent point à s'attaquer à la foule inoffensive et désarmée. Car telle est la destinée du flic de tous les temps et de tous les pays de représenter la victoire de la force brutale et le triomphe de la lâcheté.

Ce sont pourtant ces gens qu'en un moment d'aberration singulière des ouvriers ont cru des leurs. Trompés par leurs chefs et s'appuyant sur cette constatation que le flic est sorti du peuple, des révolutionnaires sincères ont ouvert les bras aux chiens de garde et crié : « La police avec nous ! » Et de fait, elle y fut, avec eux ! Cinq morts, trois cents blessés, tel est le résultat d'un de ces derniers rapprochements. La leçon a été dure, espérons du moins qu'elle portera ses fruits.

Car c'est une erreur de croire que le gardien de l'ordre établi peut, au nom de sentiments d'humanité prendre parti pour le faible, pour le spolé et l'aider à s'affranchir. Quelles que soient ses origines et peut-être ses souffrances passées, l'homme qui a vendu sa conscience et sa force n'appartient pas à la classe qu'il a quittée, qu'il a trahie et aucun scrupule ne saurait plus l'agiter. Seules la discipline et le règlement qui, observés avec zèle assurent la pâture quotidienne, la considération des supérieurs et l'avancement, sont les mobiles de ses actes. Et devenu policier parce qu'il n'avait aucune dignité morale, il se vautre dans l'abjection de sa fonction, abdiquant tout contrôle de sa conscience propre, sur les gestes qui lui sont commandés. Aussi est-ce sans en éprouver le moindre remords que la brute se jette sur la foule désarmée et confiante, assommant avec une joie féroce femmes, enfants et vieillards, et si l'ordre en est donné, tirant dans les tas sans aucune hésitation et sans plus discerner.

Comment l'ouvrier révolutionnaire peut-il croire qu'à un moment quelconque cet être essentiellement lâche et borné se mettra de son côté ? N'y a-t-il pas incompatibilité formelle d'esprit, d'intelligence, de cœur ? L'un et l'autre sont des prolétaires, soit, mais alors que le premier, souffrant de la tyrannie du possédant a relevé le front et entamé contre l'iniquité sociale une lutte inégale et dangereuse, le second s'est vendu à l'ennemi par la satisfaction de son abdomen et parce que, trop ignare pour devenir révolté par le raisonnement, il avait l'âme trop basse pour être révolté d'instinct.

Que ce soient les légionnaires des centuries romaines, les féroces cavaliers des Dragonnades, les cosaques du Tsar ou les gardes mobiles de 1937, toujours et partout ces armées de brutes ont été intégralement dévouées aux oppresseurs et si parfois dans l'histoire la police épousa la cause de la Révolution, ce ne fut jamais par sentiment ou par justice mais seulement parce que la puissance du peuple était telle qu'elle laissait prévoir sa victoire, la ficelle ne faisant plus dès lors qu'un calcul de probabilités et cherchant servilement à donner des gages de loyalisme au nouveau régime afin de conserver sa vie et sa pitance.

La caractéristique du flic est de ne jamais prendre parti pour les faibles, son état d'âme ne le prédisposant qu'à servir des maîtres. Il est valet par définition. Aucune considération de justice ou de magnanimité ne saurait peser sur ses actes. Il matraque, incarcore et assassine pour le compte du riche dont il défend le privilège et qui, pour cet office, lui remplit journalièrement son écuelle.

Le jour où ce sera toi, prolétaire actuellement écrasé, qui détiendra la marmite de soupe, il viendra se frotter à toi et te lécher les chausses, l'offrant contre une gamelle de services de brute et d'assassin. Mais c'est à ce prix seulement que tu l'auras, la police avec toi. Et si tu en acceptes le concours, c'est alors contre toi que nous dirigerons nos coups.

Pas plus que, selon un vieil adage, on ne prend les mouches avec du vinaigre, on ne peut faire mouvoir un gendarme par la justice, la conscience ou la sensibilité. Le flic a posé en principe pour la conduite de sa vie qu'il serait toujours avec le plus fort et que tous les moyens lui seraient bons pour anéantir le faible.

Lâche par essence, médiocre par nature et vil par tempérament, il ne saurait être du peuple et il y a entre lui, prolétaire vendu aux exploités, et toi, âme noble qu'indigne la spoliation et qu'anime la révolte, le même fossé que celui qui sépare le gras valet qui va ployant l'échine vers les communs et le chemineau affamé, mais qui, dédaigneux et superbe, marche fièrement sur la grand'route, en pleine lumière.

MAURICE DOUTREAU.

P.S. — Nous n'avions pourtant pas crié pour notre part : « La police avec nous ». Ces messieurs néanmoins sont venus nous rendre visite et se présentant à leur façon qui est la même d'ailleurs que celle des fripouilles dont ils ont mission d'empêcher les méfaits. Ils ont pénétré de force dans les bureaux du Libertaire en enfonçant la porte et ont rafilé les numéros précieux que nous avions tirés, pour protester contre les assassinats de Metlaoui et de Clichy. A part cela, comme le dit l'Huma, les flics sont pour « la plupart des bons et loyaux républicains ! »

SYNDICAT UNIQUE DU BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

CARRIERES-SUR-SEINE ET REGION Le samedi 27 mars, à 20 h. 30 Salle Café de la Mairie, à Carrieres-sur-Seine

GRANDE FÊTE

Au profit des victimes et orphelins antifascistes espagnols

AU PROGRAMME : Charles d'Avray, Gaston Cassi, Henri Guérin, Celmas, Janine Dubreuil, Félix Gibert, Louis Loréal, Nicholson, Marga Tozy. AU PIANO : Saint-Servan.

Allocation de Pierre Besnard, secrétaire général de l'A.I.T. A minuit : Tirage de la tombola gratuite (nombreux lots) suivie d'un grand bal de nuit avec jazz. Concert et bal : 10 billets à 0 fr. 50. Chômeurs : concert et bal, 4 billets à 0 fr. 50.



IL MANQUAIT CELLE-LA

Jean Hutin, rédacteur à l'Echo de Paris, a trouvé quelque chose de bien original et de particulièrement neutre. Il raconte qu'à Clichy, « il y a eu également certaines manœuvres provocatrices de la part d'anarchistes soudoyés par l'étranger — on peut supposer que certaines puissances verraient sans déplaisir éclater des troubles en France à la veille de l'Exposition ».

Il ne lui est évidemment jamais venu à l'esprit qu'il peut se trouver des ouvriers qui sacrifient leurs temps, leur tranquillité, leur liberté, leur vie parfois pour des idées libératrices. M. Jean Hutin doit être atteint de déformation professionnelle.

VICTIME DU DEVOIR !

Le brigadier de paix Laurant vient d'attraper 4 mois de prison ! Il avait simplement brûlé le pied d'un monsieur récalcitrant qui avait été amené au poste, passé à tabac et mis en cellule pour avoir brisé une vitre dans le métro.

Reconnaissant à un mauvais coup de juges fascistes, nous reprenez plus que jamais le mot d'ordre : « La police avec nous », et disons clairement que de semblables colosses ne peuvent qu'être lancés par des ennemis des frères flics du Front populaire.

NOUS AUTRES, LA CLASSE PRIVILEGIEE...

Nous détachons du Temps cet écho pour le moins surprenant. Après avoir dénoncé l'illégalité de la grève (insuffisante, d'ailleurs, à nos yeux) déclenchée par l'Union des Syndicats de la Seine pour protester contre la fusillade de Clichy, l'organe du Comité des Forges ajoute froidement : « Il s'agit de savoir si les pouvoirs publics se prêteront à ces caprices néroniens des dirigeants d'une « classe » désarmée et privilégiée ».

On ne saurait exprimer plus galamment les choses... Qu'en dites-vous, camarades, dont les caprices néroniens tiennent dans les joies du café-crème quotidien et dont les privilèges consistent à travailler pour de maigres salaires et à voter faire trouser la peau par des gardes mobiles.

L'ABJECTION DE « GRINGOIRE »

Voici ce que nous lisons dans Gringoire : « Sur ces entrefaites, la nouvelle se répandit que la salle de l'Olympia avait été évacuée et que les partisans du colonel de La Rocque avaient pu se retirer sans risques derrière les cordons de police. Ce que l'on nomme un peu trop noblement la colère d'un peuple se mua alors en un délire hystérique. Les forcenés, sentant que leur proie leur échappait, tournèrent leur fureur contre les gardes mobiles : un flot mouvant de voyous et de filles, de tueurs et de pétroleuses déferla contre les barrières. Ils arrachèrent les grilles des arbres, dévèrent les rues, élevèrent des barricades. La femme en cheveux aide l'assassin de la voix et du geste. »

« Forcenés, voyous, filles, tueurs, pétroleuses », voilà le langage de ces messieurs pour parler du peuple. Et c'est nous que le gouvernement Blum poursuit pour provocations !

LE DRAPEAU NOIR A L'EXPOSITION

Dans toutes les usines, dans tous les chantiers l'indignation fut à son comble lorsque les travailleurs apprirent l'ignoble massacre de Clichy. Sans attendre les ordres des chefs syndicaux, dans de nombreuses usines et chantiers les ouvriers décidèrent de cesser le travail en signe de protestation.

NECROLOGIE

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons le décès accidentel, survenu mardi, de Roger Golin, fils de notre camarade Raoul Golin, d'Orléans, à qui nous présentons nos fraternelles condoléances.

Vingt sous par jour pendant 14 mois !

Oui : vingt sous par jour, pendant un peu plus d'un an ! Quel est le camarade, le militant, le lecteur du Libertaire qui, dans de telles conditions, se privera de l'avantage et de la joie de posséder une œuvre comme : « L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE »

Voici les nouveaux prix et les nouvelles conditions de paiement de ce magnifique ouvrage : 1° Au comptant Fr. 440 » 2° En 14 versements mensuels (le 1er de 33 fr. et les 13 autres de 34 fr. chacun) Fr. 475 » Livraison franco à domicile, tous frais d'emballage, d'expédition et de recouvrement à la charge de l'envoyeur.

Passer la commande en se recommandant du titre d'abonné ou de lecteur du Libertaire à : LA LIBRAIRIE SOCIOLOGIQUE 14, rue de Marengo, 14, à Lille (Nord) Compte chèques postal : 346.28, Lille.

BULLETIN D'ABONNEMENT au "LIBERTAIRE" FRANÇAIS 52 Nos .. 22 fr. 28 Nos .. 11 fr. ÉTRANGER 52 Nos .. 38 fr. 28 Nos .. 15 fr. Chèque postal : N. Fancier, Paris 596-03 9, rue de Bondy (10e) Téléphone : BOTZaris 69-27 Je soussigné déclare souscrire un abonnement de à partir du pour la somme de dont je vous envoie le montant. SIGNATURE : le 193 . Nom (1) Adresse : Ville : Département : (1) Ecrire très lisiblement.

SYNDICAT UNIQUE DU BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS CARRIERES-SUR-SEINE ET REGION Le samedi 27 mars, à 20 h. 30 Salle Café de la Mairie, à Carrieres-sur-Seine GRANDE FÊTE Au profit des victimes et orphelins antifascistes espagnols AU PROGRAMME : Charles d'Avray, Gaston Cassi, Henri Guérin, Celmas, Janine Dubreuil, Félix Gibert, Louis Loréal, Nicholson, Marga Tozy. AU PIANO : Saint-Servan. Allocation de Pierre Besnard, secrétaire général de l'A.I.T. A minuit : Tirage de la tombola gratuite (nombreux lots) suivie d'un grand bal de nuit avec jazz. Concert et bal : 10 billets à 0 fr. 50. Chômeurs : concert et bal, 4 billets à 0 fr. 50.

CONGRÈS INTERNATIONAL ANARCHISTE

Nos camarades espagnols ont pris la bonne initiative de convoquer un Congrès anarchiste international. Il doit se tenir le 1er mai à Barcelone.

Depuis longtemps, nos amis en avaient compris la nécessité. Ils nous en avaient fait la proposition depuis plus d'un an, il se serait certainement tenu, au courant d'un mois de novembre si les événements d'Espagne n'en avaient pas empêché la réalisation pratique.

Tous nos camarades comprendront la nécessité d'un tel Congrès au moment où nos frères d'Espagne sont aux prises avec les plus grandes difficultés, et tentent de réaliser notre programme anarchiste-communiste.

Leur lutte révolutionnaire sera l'axe de la discussion de ce Congrès. Il ne s'agit pas là de se livrer à des spéculations cérébrales, prétendues doctrinales, mais d'évoquer en révolutionnaires conséquents, les événements et leurs développements, d'en tirer les leçons qui s'imposent. C'est dans cet esprit que notre Union anarchiste a donné son adhésion au Congrès, et que nous avons adressé les propositions suivantes pour figurer à l'ordre du jour :

L'Union Anarchiste, Paris, qui accepte avec plaisir la proposition de la tenue d'un Congrès International considère la tenue d'une assemblée internationale comme nécessaire en exprimant le désir que soient étudiés tous les grands événements qui se sont déroulés et se déroulent mondialement.

Un manifeste de la C.N.T. - F.A.I.

Tous à Madrid

« La C.N.T. et la F.A.I. demandent que les armées soient toutes expédiées pour la défense de Madrid. Aujourd'hui même, les hommes armés doivent partir au front. Ce manifeste n'est pas un simple manifeste ajouté à d'autres. Avec lui, nous irons dans la rue pour inviter toutes les forces ouvrières, gouvernementales et politiques, à appuyer notre initiative pour aller grossir, avec leurs armes, les renforts dont Madrid a besoin. Nous disons : tous au front. Qu'on mobilise armes, or, vivres.

Si l'on ne tient pas compte des graves exigences du moment, la C.N.T. et la F.A.I. dénonceront au monde la livraison du peuple espagnol au fascisme international, afin que la justice populaire s'abatte sur les coupables.

Nous lançons un cri d'alarme. Plus même : nous proposons des mesures concrètes. Nous convions toute la Catalogne au sauvetage de Madrid. Nous accomplirons et ferons accomplir par tous l'unique devoir du moment : les armer au front ! Les hommes au front ! Les vivres au front ! L'or pour gagner la guerre ! Voici notre mot d'ordre : unissons-nous pour la lutte. Aujourd'hui va être un nouveau 19 juillet. Nous volerons à nouveau au secours de Madrid et irons rompre le front fasciste de l'Aragon.

Jeunes, femmes, hommes de Catalogne : écoutez la ferme volonté de vaincre des organisations libertaires, conscientes de leur responsabilité historique. Tous les drapeaux au vent, serons les poings, n'ayons qu'une seule volonté ! Pour être libres, gagnons la guerre !

L'Union Anarchiste demande que ce Congrès soit ouvert aux seuls éléments et organisations spécifiquement anarchistes. Les organisations auront seules voix délibératives.

L'Union anarchiste émet les propositions suivantes qu'elle désire voir figurer à l'ordre du jour du Congrès :

- 1° Formation d'une Internationale Anarchiste ;
- 2° Etablissement de son programme, en rapport avec les événements internationaux actuels ;
- 3° Position des anarchistes contre la Guerre ;
- 4° La Presse et la littérature anarchiste ;
- 5° Solidarité internationale.

Par la voie de *Tierra y Libertad*, nous avons appris que notre proposition ayant trait à ce que le Congrès ne soit ouvert qu'aux seuls éléments et organisations anarchistes était acceptée — les organisations constituées ayant seules voix délibératives.

La chose la plus importante sans doute que nous désirions voir sortir de ce Congrès est la création d'une internationale anarchiste ; Internationale qui ne sera pas seulement un lien artificiel entre les divers mouvements anarchistes à travers le monde, mais une organisation au programme nettement défini, ayant pour but de coordonner et de stimuler l'action de toutes les centrales anarchistes.

Mais cette action ne pourra être coordonnée qu'autant que toutes les centrales adopteront un programme général commun basé sur les mêmes principes idéologiques. C'est pourquoi l'Union anarchiste a demandé que figurent à l'ordre du jour du Congrès, ces questions importantes, ainsi que le problème de la guerre, ce danger qui pèse si lourdement sur le prolétariat international.

Une rubrique sera créée dans le « Libertaire » pour que soient définies les tendances générales exprimées par nos camarades de l'U.A. Que tous, donc, apportent leur avis et leurs suggestions sur ce Congrès qui doit être le point de départ d'une recrudescence pratique de notre influence dans le monde.

Lucien Chatelain

Il appartenait à la Centurie Sébastien Faure.

Dès les premiers jours de la Révolution espagnole, il fut de ceux qui voulurent partir là-bas, participer au triomphe des nôtres.

Lucien Chatelain est mort à la suite d'une grave blessure.

Le Comité pour l'Espagne libre, Le Libertaire et l'Union Anarchiste étaient représentés aux obsèques du militant qui, par son courage et son esprit fraternel sut conquérir la sympathie des miliciens de son groupe.

Lucien Chatelain est mort en pleine force, il n'aura pas vu le triomphe de la cause qu'il servait si ardemment. Il nous reste à nous, pour poursuivre la pensée qui anima nos morts, de continuer à batailler plus que jamais, pour le triomphe final, pour la Révolution Sociale.

L'heure de l'humanité

C'est le soir. Vous allez goûter le repos. Tout est paix, tout est calme.

Mais là-bas !... Là-bas, sur la terre d'Espagne, des veuves, des orphelins pleurent. C'est la mort qui rôde, faisant son choix parmi d'innocentes victimes.

Un bruit déchire la nuit, des avions passent. Des bombes éclatent. Et c'est un enfant tué, déchaqueté. C'en est un autre qui lève en criant une main sanglante. Et, quand revient enfin le jour, c'est, pour les survivants, les blessés, les malades, la faim, le froid, la misère.

Tous ces maux effroyables, un grand peuple les endure, parce qu'il n'a pas voulu se plier, parce qu'il a tout affronté pour défendre la Liberté.

Non pas la seule Liberté de l'Espagne, mais la Liberté du Monde, la Liberté de tous ceux que menace le fascisme, par conséquent la nôtre.

Alors, vous, hommes libres de ce pays, allez-vous rester insensibles ? Allez-vous goûter le repos, allez-vous dormir sans remors, à l'heure même où des millions d'être humains, hélas, sont sans secours, sans pain, sans gîte et se demandent avec stupeur ce qu'est devenue la conscience du monde ?

Il est impossible que, devant ce martyr d'un peuple, coupable d'avoir cru à la Liberté, à la Justice, à l'Idéal, les coeurs et les mains se ferment. Rougissant de ne pouvoir faire davantage toutes les bonnes volontés du pays répondront à l'appel du Comité pour l'Espagne libre.

Tous à l'oeuvre pour la noble tâche ! Et que ce soit enfin le grand élan de justice, le grand souffle de fraternité et de solidarité, bref la revanche de l'Humanité qui aime et sauve, sur le fascisme qui hait et qui tue.

Notre Comité qui a adopté 200 orphelins respectés des bombardements de Madrid et de Malaga sollicite tous les dévouements pour faire circuler les cartes de solidarité, listes de souscription et tracts faisant connaître notre activité en faveur de l'Espagne ouvrière et antifasciste.

Nos centres locaux doivent se multiplier pour assurer aux miliciens et aux victimes du fascisme toute la solidarité qu'ils sont en droit d'exiger de notre part.

Partout et en toute occasion les initiatives doivent se multiplier pour recueillir les dons en vivres, vêtements, médicaments qui permettront à nos camions d'apporter à nos frères d'Espagne l'aide matérielle indispensable.

Plus la lutte se prolonge, plus le soutien régulier devient nécessaire. Qu'on y songe sérieusement et qu'on agisse en conséquence.

Le Comité pour l'Espagne Libre, 26, rue de Crussol, Téléphone : Roquette 73-96.

UNE FACHEUSE OMISSION

Par une fâcheuse omission, imputable à des difficultés techniques, la remarquable nouvelle parue sous le titre « Une défaite », dans la page des écrits prolétariens, a passé sans signature. Précisons, aujourd'hui, qu'elle était de

GUILLAUME WODLI (ouvrier cuisinier)

à qui nous présentons nos vifs regrets pour cet accident technique.

Ségui était assassiné

Dans la nuit du 10 mars 1937, deux hommes cheminaient dans les rues de Barcelone ; l'un était Salvador Seguí, l'autre Francisco Comas. Entrant dans la calle Hospital, dans le fameux « Barrio chino », ils arrivaient calés de la Cadena. Seguí rentrait chez lui en discutant avec chaleur du mouvement syndicaliste. Tout à coup, sortant de l'ombre, surgissent quatre individus ; un feu de salve rapide, Seguí tomba pour ne plus se relever ; Comas gravement blessé mourait quelques instants plus tard. Les « pistoleros » venaient de passer ; un policier qui surveillait le cadavre de Seguí dit à voix basse au juge venu « constater » : « Enfin, une grosse tête vient de tomber ».

C'était l'époque où la bourgeoisie s'appretait à prendre d'assaut le pouvoir. Certains éléments qui avaient été au service d'Arlegui et de Martinez Anido figuraient dans la police barcelonaise. Les prisons étaient remplies de camarades. L'assassinat de Seguí indiquait l'intention de décapiter la C.N.T. et le début d'une offensive en règle contre les anarchistes.

Seguí était né en 1880 à Lérida. Peintre de son métier, on le remarqua très jeune dans les organisations ouvrières. Au meeting de « las Arenas », la « Plaza de toros », située

assemblée, figure dans les voyages de propagande, dans les conférences. Il fait partie des comités, se donne pleinement à la vie active et devient un des premiers militants du syndicalisme.

Il intervint beaucoup dans l'élaboration de la structure lors de la formation de la C.N.T. fondée en 1910. Il fut arrêté durant les grèves de 1911 et passa de longs mois en prison. Il participa activement à la grève de 1914. En 1916, il organisa la Conférence de Valence où se prépara le mouvement révolutionnaire dans lequel pour la première fois la C.N.T. et l'U.G.T. s'unirent ; ceci fut le point de départ de gestes révolutionnaires postérieurs.

Ce que nous pourrions appeler la phase constructive du syndicalisme se manifesta au Congrès régional, en 1918, qui décida de la nouvelle structure confédérale à base de syndicats uniques. Ceci fut le début de l'immense développement de notre organisme, Seguí en était alors l'animateur. Une série de grèves et de conflits suivit, entre autres « la Canadienne » au cours de laquelle Seguí révéla ses dons d'orateur.

La réaction alors fut féroce. Les prisons, les navires, les pénitenciers, Montjuich devinrent les lieux de souffrance de milliers de prolétaires. Et les hautes sphères gouvernementales organisèrent l'assassinat. Les militants ouvriers furent chassés comme des fauves. Des centaines de camarades tombèrent. Les bourreaux s'appelaient Bravo Portillo, Salvatierra, Milans del Bosch, Martinez Anido Arlegui. Les victimes furent Seguí, Layret, Boal, Paronás, Archs, Vandellos, etc. S'il vint une trêve, elle servit à améliorer la répression : tortures physiques dans les antres de la police, déportations, la fameuse « ley de fuga » (loi de fuite) ; Seguí fut déporté à la Mola où il continua d'écrire ses appels révolutionnaires ! Il y resta un an et demi, et le jour même de sa libération prenait part à un meeting à Mahon, et recomença la propagande faisant cinquante meetings dans la région de Valence Murcie.

Le capitalisme catalan voulut l'abattre et y réussit. Ce fut pour le mouvement syndicaliste espagnol une perte irréparable, car l'emprise de Salvador Seguí sur les masses était formidable. *La Soli* du 10 mars en donnait une idée par les lignes suivantes :

Encore récemment, un camarade de la C.N.T.-F.A.I. me parlait de Salvador Seguí, le jour du meeting de las Arenas. La « plaza de toros » trop petite pour contenir le peuple. Seguí parlant avec une telle sincérité, avec un tel enthousiasme, prenait un immense ascendant sur son auditoire. Cette multitude de prolétaires croyant de jaim avoir les yeux levés vers lui ; étretés d'une profonde émotion, beaucoup pleuraient, mais l'espérance se lisait sur tous les visages... « une journée inoubliable » me dit-il.

Voilà le militant que nos camarades espagnols n'oublient pas, dans les heures révolutionnaires actuelles. Rappelons que l'un des assassins de Seguí, le chef de bande, Ramon Sales qui toucha cinquante mille pesetas de la Fédération patronale catalane après l'assassinat est mort fusillé à Barcelone, il a quelques mois par les miliciens antifascistes.



SALVADOR SEGUI

place d'Espagne, il se révéla comme un orateur d'une éloquence extraordinaire.

Il prit une part active aux grèves de 1902 et 1905. Quand le terrorisme barcelonais se manifesta, personifié par l'agent provocateur Juan Rull, on poursuivit Seguí. Mentionnons la campagne infâme faite par Lerroux dans les colonnes du « Progreso » ; Seguí accompagné d'un ami alla dans un meeting tenu par Lerroux lui demander des comptes et eut à se défendre pour ne pas être lynché par les amis de Lerroux. En 1909, lors de la répression de Maura et la Cierva, Seguí dut passer la frontière pour éviter l'arrestation.

SA figure se détache particulièrement des lors, dans l'organisation syndicaliste, il intervient dans les directives, discute dans les

A BAS LE FASCISME !

Mais d'abord et surtout : "A bas le capitalisme !"

Pour apprécier lucidement le sanglant épisode de Clichy et son couronnement ; ces obsèques conduites par les représentants et les souteneurs du gouvernement responsable des morts, il faut considérer la situation actuelle non en fonction de la démagogie antifasciste du Front populaire mais en fonction de la lutte de classe anti-capitaliste.

Sous cet angle, un fait domine toute la politique intérieure française.

Ce fait, c'est le réveil du prolétariat.

Depuis les grèves du printemps dernier la classe ouvrière française a secoué sa torpeur.

Ayant, dans un élan subit — que tout laissait théoriquement prévoir, mais dont, en fait, on pouvait désespérer — retrouvé le chemin de l'action directe, elle a repris conscience de sa force.

Elle a fait trembler le patronat et, derrière le patronat tout l'appareil financier du capitalisme en crise.

Décontenançait, parfois même affolé, ce dernier a dû lâcher du lest.

Il fallait, pour lui, éviter le pire, gagner le temps de retrouver son assiette.

A cette fin, le capitalisme a laissé faire l'expérience du gouvernement du Front populaire à direction socialiste, qui se trouvait bénéficier des illusions « démocratiques » des ouvriers et qu'il n'était pas en peine de réduire à merci le moment venu.

Paré des plumes de l'action directe ouvrière, le géai parlementaire et réformiste fit la roue devant le prolétariat reconnaissant.

C'était là pour le capitalisme le moindre mal, un moindre mal que le jeu même du capitalisme, demeuré intact en dépit de son recul, allait vite — par la hausse des prix — annihilier.

Neuf mois après les grèves, les avantages conquis par elles, et partiellement légalisés et réalisés, sont à peu près anéantis.

De nouveau les travailleurs souffrent. Un sourd mécontentement, qu'aiguisent depuis des mois la résistance et la mauvaise foi des patrons, gronde dans les usines.

Forts des inoubliables souvenirs de juin, quand dans les bagnes de la grande industrie et du grand commerce, les esclaves résignés et craintifs redevenaient joyeusement des hommes, ils ne veulent pas être dupes.

« Que font-ils donc au gouvernement ? pensent-ils. Ils nous avaient bien pourtant promis la fin de nos misères. Quoi ! S'il faut remettre ça... comme en juin... Eh bien ! On remettra ça ».

Or, c'est au moment où la classe ouvrière, de nouveau menacée par la misère, s'inquiète et s'agit ainsi, c'est au moment où sa combativité intacte se tend à nouveau contre ses exploitteurs, que le Front populaire inaugure la politique de la « pause » et capitule comme n'importe quel Cartel au pied du mur d'argent.

Héros de la défense nationale et de l'Union Sacrée Blum, Thorez et bien entendu Daladier se joignent au cardinal Verdier pour adjoindre les bons Français de souscrire à l'Emprunt seul capable de leur garantir — en restaurant la confiance des possédants — un franc solide (!) le travail et l'avenir (sic).

Escamotés les trusts !

Envoyées les 200 familles !

Envoyées les réformes de structure et ce fameux plan-ratapan de la C.G.T. !

Disparues les nationalisations !

Vive la France ! Vive l'armée républicaine ! Vivent l'ordre et la propriété ! crient à l'envi les « socialistes » et les « communistes », qui, tandis que la C.G.T. souscrit au bénéfice des marchands de canons, flétrissent les mauvais Français boudant l'emprunt.

« Ajoutez à ces signes (inquiétants, même pour un communiste bouché à l'émeri) les appels patriotiques adressés aux mineurs et aux bâtimentiers de l'Exposition pour déroger aux 40 heures et faire des jours supplémentaires, ajoutez-y les exhortations

«... on remarque que, sous peine de perdre contact avec les masses ouvrières, sous peine d'être débordés et démasqués, les bureaucrates « socialistes », « communistes » et cégétistes doivent à tout prix trouver un adversaire à désigner aux coups de la combativité ouvrière, détourner celle-ci de son adversaire naturel, et l'aiguiller sur une voie de tout repos. »

Sus au fascisme ! hurlent les bons apôtres... et même pendant qu'ils y sont (c'est si commode !) Sus au « fascisme international qui veut asservir notre pays ! »

Et tandis que le Front populaire s'agenouille devant les trusts, les banques et l'Etat militariste et policier du capitalisme classique, tandis qu'il abandonne les travailleurs aux manœuvres patronales et les voue au massacre impérialiste, ces braves bougres d'ouvriers et de Français moyens font sur le « fascisme » fauteur de tout le mal, qu'ite à se faire trouver la peau... par des flics et des mobiles tout ce qu'il y a de plus « démocratiques » !

Qu'on nous entende bien !

JEAN BERNIER.

(Lire la suite page 4.)

C'ÉTAIT FATAL

Les tragiques bagarres de Clichy me suggèrent quelques réflexions dont il ne me semble pas inutile de faire part aux lecteurs du Libertaire.

« Le sang ouvrier a coulé », c'est exact. J'en suis sincèrement attristé ; j'en suis profondément indigné ; mais je n'en suis pas le moins du monde surpris.

Le ministre de l'Intérieur a dit et répété que toutes les responsabilités allaient être recherchées et seraient, quelles qu'elles soient, établies et proclamées.

De cette recherche et de cette proclamation je ne veux pas douter.

L'enquête est en cours, elle se poursuivra avec rapidité afin de calmer les esprits.

Que sera-t-elle ? Et par qui sera-t-elle orientée, dirigée, effectuée ? La réponse à cette question est loin de m'inspirer confiance.

Grand sera le nombre des témoins entendus et des dépositions recueillies ; témoins suspects, dépositions contradictoires. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Je ne puis donc, à l'heure où j'écris savoir quels seront les résultats de la procédure en cours.

Mais ce que je sais bien, c'est que la bagarre de Clichy nous apporte, une fois de plus, la preuve d'une vérité sur laquelle l'expérience et le simple bon sens tombent d'accord.

Cette vérité peut se formuler ainsi :

« Chaque fois que la force armée : police, gendarmerie, garde mobile, etc., entre en contact avec une foule en état de fermentation et d'effervescence, le choc devient inévitable. La bagarre devient, alors, aussi fatale qu'est fatale l'explosion lorsque se combinent deux éléments appelés à déterminer l'explosion. »

Dans deux cas seulement, peut être évitée la catastrophe :

Premier cas. — Les chefs de la police, de la gendarmerie, de la garde mobile ont pour instructions de ne donner, en aucune circonstance, l'ordre de refouler, charger, frapper, tirer et ils sont inflexiblement résolus à se conformer, quoi qu'il arrive, aux instructions reçues. De leur côté, policiers, gendarmes, gardes mobiles en service commandé, sont irrévocablement déterminés, quoi qu'il arrive, à ne pas faire usage de leurs armes. (Mais, alors, pourquoi leur en donner ?)

Second cas. — Les manifestants, tous ceux qui font partie de la foule, tous sans exception, sont venus les mains et les poches vides de toute arme. Ils n'ont sur eux ni matraque, ni gourdin, ni couteau,

ni pistolet, ni revolver ; de plus, ils ne trouvent sur place rien qui puisse devenir une arme : pierre, pavé, morceau de fonte, bouteille, syphon, chaise, guéridon... Enfin, ils sont, eux aussi, absolument « icéids, quoi qu'il arrive, à ne pas résister, à ne pas se défendre.

Tout le monde voudra bien reconnaître l'admissibilité de l'un quelconque de ces deux cas.

C'est pourquoi j'ai dit plus haut que si je suis affligé et indigné de la tuerie de Clichy, je n'en suis point du tout étonné.

Ce qui s'est produit devait arriver ; c'était inévitable, c'était fatal.

Aussi longtemps que l'Ordre, ce qu'on appelle « l'Ordre » sera fonction du Gouvernement disposant, pour assurer ou rétablir ledit « Ordre » de la force armée, il est indubitable que ce qui c'est passé, l'autre soir, à Clichy, se répètera.

La quantité et — si j'ose dire — la qualité du sang versé variera selon les circonstances ; MAIS LE SANG COULERA.

Gouvernement d'Union Nationale ou de Front Populaire, de droite ou de gauche, Tardieu, Doumergue, Laval ou Blum, peu importe.

En telle occurrence, pas de distinction, et a fortiori pas d'opposition à établir entre les Gouvernements fascistes, réactionnaires et bourgeois d'une part et les Gouvernements démocratiques, républicains et ouvriers d'autre part : il y a « le Gouvernement ». Un point, c'est tout.

Il est compréhensible que les événements de Clichy, qui, de la part des éléments de droite, n'eussent valu à un Gouvernement d'Union Nationale qu'approbations et encouragements, servent de prétexte à des attaques féroces dirigées contre un Gouvernement de Front Populaire ; comme il est explicable que les partis politiques, la Ligue des Droits de l'Homme, la C.G.T. pour qui un Gouvernement d'Union Nationale eût été sans excuse, en invoquent (en veux-tu, en voilà) en faveur du Gouvernement de Front Populaire.

Ce sont là jeux de la Politique et les anarchistes se tiennent à l'écart de ces manœuvres qu'ils condamnent chez les uns comme chez les autres.

Le crime est consommé et rien ne rendra la vie aux victimes.

Pleurs et lamentations, interpellations au Parlement, obsèques solennelles, responsa-

bilités établies, poursuites et sanctions, rien de tout cela ne ressuscitera les morts.

Que faire pour empêcher l'ouverture de nouveaux chapitres à ajouter à la tragédie millénaire des esclaves d'avant-hier, des serfs d'hier et des prolétaires d'aujourd'hui impitoyablement massacrés au nom et pour le triomphe de l'Ordre établi ?

Que faire ?

Seuls, les Anarchistes, adversaires de toute forme de Gouvernement répondent péremptoirement à cette question.

« Ça, c'est l'idéal, c'est demain. Mais aujourd'hui, tout de suite, que faire ?

J'ai tenu à me renseigner ; j'ai lu les journaux, j'ai enregistré le compte rendu des diverses réunions de groupes parlementaires ; j'ai consulté celui des conférences, réunions et meetings qui viennent de se multiplier.

Et, dans les jours qui vont suivre, cela va continuer.

Les uns proposent l'interdiction provisoire de toute réunion ; les autres réclament la dissolution immédiate des ligues factieuses, y compris celles qui se camouflent en partis politiques ou en toute autre organisation ; d'autres encore hurlent : « De la Rocque et Doriot au poteau ! » D'autres, enfin, exigent la mise à l'ombre des chefs responsables.

Ces diverses propositions appellent un examen approfondi.

C'est à cette étude que je consacrerai mon très prochain article. Enfin, je conclurai.

SEBASTIEN FAURE.

En raison des événements de la semaine passée, nous avons dû ajourner ou laisser au marbre un certain nombre d'articles ou de communications.

Vient de paraître :

LA REVOLUTION EN ESPAGNE

par Jean de Boë

Une brochure de 48 pages très documentée

POUR instruire la classe ouvrière

sur le problème de la Révolution espagnole,

POUR réagir contre les campagnes mensongères et tendancieuses de la Presse,

POUR préserver les réalisations révolutionnaires des syndicats espagnols.

Prix : 1 franc ; franco : 1 fr. 25

APRÈS LA TUERIE DE CLICHY

La Déclaration de l'U. A.

Prisonniers de la bourgeoisie française, liés par l'emprunt et les garanties données pour s'attirer la bienveillance des banques, les partis de Front Populaire ont abandonné tout leur programme.

Défenseurs de l'ordre bourgeois, ils ont mobilisé les forces répressives contre les travailleurs anti-fascistes.

Aujourd'hui, par crainte de la colère ouvrière, le Front Populaire pleure hypocritement sur les corps de ses victimes.

Le cortège funèbre est conduit par ceux-là mêmes qui sont responsables du massacre.

Nous ne serons pas dupes de cette démagogie rendue possible par la complicité des directions radicales, socialistes, communistes et cégétistes.

Nous ne participerons pas à l'apothéose des responsables et des complices.

Nous voulons exprimer les volontés prolétariennes d'exiger justice pour les camarades tombés sous les balles policières contre les responsables véritables.

Nous ne voulons pas de réédition de l'expérience allemande.

Nous ne voulons pas de Noske français.

Pas de discours endormeurs !

Des actes !

DISSOLUTION EFFECTIVE DES LIGUES FASCISTES,

DEMISSION DES MINISTRES RESPONSABLES,

Contre la TRAHISON des partis gouvernementaux,

Contre l'Union Sacrée,

Solidarité agissante pour sauver la révolution espagnole,

Pour la mise en état de défense du prolétariat,

Pour les milices ouvrières,

Pour une lutte brisant les cadres du régime,

Contre le Front Populaire de la bourgeoisie,

FRONT REVOLUTIONNAIRE.

L'UNION ANARCHISTE.

Pourquoi nous n'avons pas participé au cortège

Notre intention première était d'appeler la classe ouvrière à accompagner les assassinés de Clichy, ainsi que nous l'avions manifesté dans notre dernier numéro.

Mais, la manœuvre hypocrite qui veut transformer la protestation ouvrière en une manifestation de solidarité avec les véritables responsables qui, tout à l'heure, défilèrent derrière le cercueil de leurs victimes, nous empêcha de nous prêter à cette comédie macabre.

En effet, les mots d'ordre de loyalisme au gouvernement criminel, SEULS AUTORISES DANS LE CORTÈGE, la participation des représentants officiels ou officieux de ce gouvernement nous interdisent de pactiser avec les protecteurs des bandes fascistes contre la classe ouvrière.

L'Union Anarchiste, dont toute l'activité est employée à restituer à la classe ouvrière sa confiance en elle-même pour poursuivre la lutte émancipatrice en dehors de toute inféodation politique et gouvernementale, refuse de s'associer à ceux qui ont permis l'assassinat de travailleurs manifestant pour la défense de leurs libertés.

L'abstention de l'Union anarchiste est une mesure de protestation contre la participation insultante de ceux qui iront larmoyer devant les tombes qu'ils ont créées.

La complicité dans le crime ne saurait qu'être l'apanage de ceux qui consentent à composer encore avec la réaction fasciste et ses soutiens policiers.

L'Union Anarchiste.

Notre Meeting du 17 Mars

Pour protester contre l'assassinat des grévistes tunisiens de Metlaoui, l'Union anarchiste avait organisé un meeting aux Sociétés Savantes, mercredi dernier. Les événements de la veille, les massacres de Clichy, ont donné à notre meeting une signification et une portée plus grandes. Mais il faut remarquer que le nombre de travailleurs présents fut manifestement trop réduit.

Outre tout cela, nous savons que, en raison des événements, nombre de militants étaient retenus dans des réunions locales ou syndicales. Cependant, nous regrettons qu'en un jour aussi tragique, le meeting pour l'affaire de Metlaoui n'ait pas paru avec une abondance de camarades, pour venir claquer en foule compacte leur indignation.

Surtout lorsque l'on pense que les lecteurs du « Libertaire » dans la région parisienne à eux seuls auraient pu remplir la salle dix fois. Un seul appel du « Libertaire » aurait donc dû servir. Si nous nous réjouissons de notre progression, nous tenons à dire que ce n'est pas seulement des lecteurs que nous désirons, mais aussi et surtout des militants.

Dans une situation révolutionnaire, comme celle que nous vivons, l'indifférence est inadmissible, chacun doit comprendre son devoir. Nous pensons qu'il suffit que nous signalions le fait pour qu'il ne se reproduise plus.

Daniel Guérin le premier, pris la parole. Il dévala notamment les agissements de la Compagnie des Mines de Gafsa. Il conclut en disant avant tout à la classe ouvrière de lutter sur le terrain révolutionnaire pour atteindre ses objectifs.

Roger Coudry au nom de la J.A.C. dénonça la faillite du gouvernement de Front Populaire. Gouanaut de la C.G.T.S.R. vint apporter l'accord de son organisation avec l'Union Anarchiste.

Frank du parti communiste internationaliste assure les organisateurs du meeting de la solidarité de son parti, et Roussel du Parti Ouvrier Internationaliste, s'élève contre les tragiques événements de Metlaoui et de Clichy. Estime qu'il faut réagir vigoureusement.

Finidori, ancien secrétaire de la C.G.T. Tunisienne, explique l'origine de la fusillade de Metlaoui.

La durée légale du travail était abolie, les salaires étaient minimes. C'est parce que les ouvriers ont refusé de faire 48 heures par semaine et pour des salaires dérisoires que la compagnie a fait tirer sur les ouvriers. Il dénonce l'attitude des partis politiques dits prolétariens, du gouvernement qui laisse faire, et qui ont abandonné les peuples colonisés par l'impérialisme français. Il rappelle les luttes que la C. G. T. Tunisienne a soutenues à la fois contre la France colonisatrice et les chefs de la C. G. T.

S'adressant aux camarades indigènes présents dans la salle, il dit que les travailleurs tunisiens se devraient de faire revivre la C. G. T. tunisienne, qui a donné aux ouvriers tunisiens au temps où elle lutta, la preuve de leur capacité pour se défendre contre l'impérialisme français. Présente quelques revendications immédiates des ouvriers tunisiens.

Libération immédiate des ouvriers empri-

sonnés, arrestation des Membres du Conseil d'Administration de la Compagnie.

2° Révoocation des chefs du service tunisien des mines.

3° Nationalisation des mines tunisiennes.

4° Application des lois démocratiques et sociales à la Tunisie et du principe « à travail égal, salaire égal ».

Un camarade de l'Etoile Nord Africaine vient apporter aux applaudissements des auditeurs, la solidarité de l'organisation dissoute pour notre effort, il dénonce la mollesse des partis de gauche devant les événements de Metlaoui.

Les colonialistes ont inculpé les blessés sur leur lit ! dit qu'il ne peut y avoir aucune différence entre les ouvriers de France et ceux des pays nord-africains.

Le coup porté aux Tunisiens par le Front Populaire ne sera pas oublié.

Après que notre ami Saïl Mohamed eut dénoncé tous les mensonges de la soi-disant civilisation en Afrique du Nord et affirmé que seuls les anarchistes sont et seront toujours les amis et défenseurs des peuples coloniaux, ils invitent les indigènes à venir lutter à nos côtés, et à ne pas marcher si la France les appelait une nouvelle fois à faire la guerre.

Frémont déclare qu'il n'est pas possible à un gouvernement de vivre dans le cadre du régime capitaliste sans faire les affaires du capital.

— Nous savons et nous l'avions dit, que si les ouvriers se dressaient contre leurs exploiters, le gouvernement réprimerait par la violence la révolte ouvrière.

Parlant des événements de Clichy, il dénonce la provocation manifeste à la réunion des croix de feu. Les grands responsables du massacre, c'est le gouvernement qui n'interdit pas cette réunion et qui fit venir plusieurs milliers de gardes mobiles. Le gouvernement a consciemment réprimé la contre-manifestation ouvrière.

Frémont termine en appelant à la solidarité pour l'Espagne révolutionnaire et fait ressortir toute la valeur révolutionnaire de l'expérience diquera aux ouvriers français la voie révolutionnaire.

Les auditeurs approuvèrent ensuite à l'unanimité l'ordre du jour qui réclame :

Pour le prolétariat nord-africain, la jouissance intégrale des droits de réunion et de manifestation et l'application des statuts et salaires syndicaux.

Association dans leur solidarité les victimes de la fusillade de Clichy, tombés sous les balles de la police du Front populaire, héritière et continutrice de la police de Clemenceau.

Les travailleurs prennent l'engagement d'organiser de leurs organisations syndicales, une attitude conforme aux intérêts ouvriers par la seule mesure de protestation efficace : Une grève générale de combat.

Le Front populaire, de compromission avec la bourgeoisie impérialiste, a sombré dans une double noyade de sang. Il faut lui substituer un Front prolétarien de combat qui prenne en main l'affranchissement de tous les travailleurs, sans distinction de races par la marche dirigée à la révolution sociale.

Nouvel espoir

Sans vouloir forcer la signification des faits, ni spéculer sur un avenir que nous ignorons, on doit reconnaître que la défection collective de plusieurs centaines de soldats italiens est un symptôme d'une importance capitale. Si intoxiqués qu'ils soient par la propagande fasciste, ces soldats italiens, témoignent d'un sens aigu de classe, ont compris leur devoir et, spontanément, sont passés dans le camp des révolutionnaires c'est-à-dire du prolétariat. C'est là un événement réconfortant et qui peut amener le Duce à réfléchir avant d'engager de nouvelles troupes dans la guerre civile d'Espagne. Le Führer fera sans doute de semblables réflexions et ainsi nos camarades verraient se desserrer l'étreinte de leurs ennemis.

Nous n'en sommes pas là, répétons-le. Toutefois nous pouvons affirmer que la participation de Rome et de Berlin à l'entreprise des généraux rebelles n'est pas sans péril pour le fascisme. Mussolini, à défaut d'autre sentiment, a assez de sens politique pour s'en rendre compte. On peut, à la rigueur, contenir l'expansion de la classe ouvrière en lui imposant, à l'intérieur, un régime de dictature et en lui interdisant tout contact avec le prolétariat étranger. On peut, par une diversion habile, la lancer dans une expédition coloniale glorieuse et profitable. On peut surexciter son patriotisme surtout quand celui-ci apparaît comme une forme du sentiment de justice au nom duquel un peuple se dresse contre la violence qui lui est faite. Mussolini et Hitler, tour à tour, et avec un égal succès, ont usé de ces moyens. Mais associer des travailleurs à une besogne de répression, les transformer en bourreaux d'un peuple qui défend sa liberté et sa vie, est une entreprise beaucoup plus hasardeuse. La désertion des troupes italiennes vient de le prouver.

Il faut donc suivre ces événements avec une extrême attention puisque le salut, c'est-à-dire, indivisiblement, la paix et le triomphe de la révolution, pourrait en sortir. Nos camarades d'Espagne sauront, sans aucun doute, exploiter au mieux la situation nouvellement créée en intensifiant cette « guerre de tracts » dont les effets sont déjà si remarquables. Ainsi les troupes étrangères sauront qu'elles ne combattent point contre un impérialisme agressif, contre un pseudo-bolchévisme envahisseur, voire contre les ennemis de l'Italie ou de l'Allemagne. Elle sauront pleinement à quelle infâme besogne de brigandage on prétend les associer. Et elles s'y refuseront.

La seule opposition véritable à la guerre, répétons-le, c'est la volonté du prolétariat qui refuse de la faire, c'est donc la lutte de classes. Tout ce qui travaille à son aggravation travaille donc pour la paix, au contraire de ce qu'affirment nos patriotes anciens et nouveau style. Gageons que Mussolini hésitera longtemps avant de lancer à fond ses légions dans une Espagne qui pourrait être leur tombeau comme elle fut celui de la Grande Armée.

LASHORTES.

« A bas le capitalisme ! »

(Voir début en 3^e page)

Nous n'avons — est-il besoin de le dire ? — que de la haine et du mépris pour cette fraction spécialement obtuse des classes moyennes qui enorgueillissent cette baudruche douteuse de La Boquerie ou ce Doriot frère ennemi des Thorez et des Duclos dont il partagera si longtemps les turpitudes.

Antifascistes de toujours, les syndicats révolutionnaires et les communistes libertaires s'opposeront toujours aux entreprises du fascisme.

Mais ils se refusent à prendre des vestes pour des lanternes et l'embryon fasciste des « ligues » pour un épouvantail.

Le fascisme ne tombe pas du ciel.

Il répond à des exigences déterminées. Quand l'Etat du capitalisme classique, c'est-à-dire démocratique (comme l'est l'Etat français ou anglais, comme le fut l'Etat weimarien en Allemagne) se décompose, quand il n'assure plus politiquement la domination du capital et l'exploitation des travailleurs, quand les classes moyennes ruinées se mettent inconsciemment ou non au service du grand capitalisme et que les organisations ouvrières s'avèrent incapables à la victoire révolutionnaire, le Fascisme surgit au premier plan de la scène historique.

Le capitalisme se sert de lui en désespoir de cause.

Et grâce à lui, quitte à laisser des plumes dans l'opération, il se refait un appareil d'exploitation et d'oppression qui lui permet de prolonger son déclin dans la misère accruée... jusqu'à la guerre.

Or, rien de tel n'existe actuellement en France.

Le gouvernement de Front populaire s'avère de plus en plus comme un parfait gérant de l'Etat, tel qu'il l'a reçu des mains des « nationaux ».

Bien plus, cet Etat, son armée et sa police, il les renforce chaque jour.

Loin d'en saper les bases : banques et trusts, comme il n'avait promis, il les respecte et les fait respecter.

Bref, pour l'instant, le capitalisme français n'a nul besoin de fascisme pour continuer à vivre. Et la démocratie (avec ses atrocités coloniales et ses fusillades sporadiques d'ouvriers) lui va toujours comme un gant.

Empêcher de grandir l'embryon fasciste

Jeunesse Anarchiste Communiste

CONVOICATIONS

Union des J.A.C. de la Seine, Commission d'Initiative. — Réunion lundi 29, à la permanence, 9, rue de Bondy. Tous les groupes devront être représentés.

Aulnay-sous-Bois. — Tous les vendredis à 20 heures 30, salle Delrieu, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

Réunions et Conférences de la semaine

Jeudi 25 Mars

PARIS-V^e arr. salle E., Palais de la Mutualité, métro Maubert-Mutualité.

REUNION PUBLIQUE

Contre la militarisation de la Jeunesse Orateurs : Weitz J. S., Rimbart, Zeller, J.S.R., Ridel, J.A.C.

XIX^e, à 20 h. 30, Salle Quellénec, 70, rue de Flandre.

CAUSERIE EDUCATIVE

La guerre qui vient Orateur : Patoni.

Samedi 27 Mars

AULNAY-SOUS-BOIS, à 20 h. 30, rue Jules-Simon, 10.

BAL DE NUIT

Mercredi 31 Mars

MALAKOFF, à 20 h. 30, Salle de la Coopérative, 43, rue Victor-Hugo.

CAUSERIE EDUCATIVE

La Mystique du Chef Orateur : Jegu.

ISSY-LES-MOULINEAUX, à 20 h. 30, Café de la Poste, 14, avenue de Verdun.

CAUSERIE EDUCATIVE

Les Anarchistes devant le Front populaire

Vendredi 2 Avril

XV^e, à 20 h. 30, Salle du Tango, 86, avenue Emile-Zola.

PROPAGANDE PAR LA CHANSON par Charles d'Avray. Allocation de Frémont.

Samedi 3 Avril

AULNAY-SOUS-BOIS, à 20 h. 30, rue des Ecoles, 4.

CAUSERIES EDUCATIVES

Fascisme ou Révolution ? Les anarchistes et le cas de conscience. Orateurs : Roger Coudry et Saïl Mohamed.

Le capitalisme français tient en réserve, en subventionnant La Rocque et Doriot ?

Mais, au point où en sont les choses en France, la plus sûre façon de le faire, c'est de briser le capitalisme qui le couve.

Ce capitalisme « démocratique », cet impérialisme féroce, duquel les nationaux communistes et les sociaux-patriotes du Front populaire, s'appliquent machinalement, sous prétexte d'antifascisme, à détourner la colère des exploités.

JEAN BERNIER.

Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h. 30, rue Marius-Aufan, au café.

Livry-Gargan. — Tous les vendredis, à 20 heures 30, au siège, 44, avenue Montgolfier.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h 30, salle de la Coopé, rue de l'Eglise.

Ngent. — Tous les jeudis à 21 heures, chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Pré-Saint-Gervais. — Tous les mardis à 21 heures, 49, rue de la Cristallerie.

Sartrouville. — Groupe en formation. Ecrire à Leprince, 62, rue de la Frette pour renseignements.

Chambéry. — Pour la formation d'un groupe, s'adresser à Biset Marcel, 5, rue de la Métropole Chambéry.

Montpellier. — Tous les mercredis à 20 h. 30, au « Bar de l'Université ».

Lyon. — Les jeudis au siège de l'U. A. (fédération Lyonnaise), 212, rue de Créqui.

Saint-Henri-Valleé-de-Séon. — S'adresser au camarade Coussinier fils, 85, rue Rabelais, St-Henri.

Marseille. — S'adresser au camarade Claude, 176, cité Loucheur, Saint-Pierre.

Alger. — Ecrire à André Vaillant, chez Mme Yvonne, 8, rue Berthelot, Alger.

Il est rappelé aux secrétaires des groupes qui désirent que leurs communications paraissent dans cette rubrique qu'ils doivent les envoyer à Runges au « Lib ».

TOUS LES SAMEDIS APRES-MIDI AU « LIBERTAIRE » Permanence J.A.C. Les sympathisants sont cordialement invités.

Pour les règlements, utiliser le compte chèques postal Paris. R. Caron 983-75.

Perpignan, ville conquise

Depuis le 20 février, date de l'application du décret d'interdiction sur l'envoi des volontaires en Espagne, les Pyrénées-Orientales sont traitées en pays conquis.

Interprétant les textes, surenchérissant sur les instructions reçues de Paris, le Préfet des Pyrénées-Orientales, qui, jusqu'ors, s'était fait passer pour un fonctionnaire libéral, vient de donner sa mesure en mettant Perpignan et le département en état de siège, comme ils ne le furent jamais pendant la guerre 1914-1918.

Un service d'ordre, qui laisserait supposer que le département est une bande de gangsters, a pris possession des routes conduisant à la frontière espagnole et les gendarmes interprétant, à leur tour, avec le tact et l'intelligence qui les caractérisent, les instructions qui leur ont été données, surveillent eux-mêmes par des officiers, pour la plupart fascistes, les routes de Perpignan, tant parisiennes qu'ils ne souhaitent plus que voir passer sur leur territoire, comme cela nous est arrivé personnellement, les papiers, mais encore vont traitant comme si nous étiez des malfaiteurs publics, quand ils ne vont pas jusqu'à fouiller les voitures comme cela est arrivé à de nombreux touristes, dépassant ainsi l'esprit des règlements routiers qui ne leur accordent que le droit d'exiger vos papiers.

Il semblerait, devant les mesures de coercition prises, que nous assistions à un geste freudien du Préfet qui, pendant des mois, fut contraint de composer avec les éléments antifascistes favorables au peuple espagnol et, aujourd'hui, peut donner libre cours à un besoin d'autorité d'autant plus exagéré qu'il fut plus longtemps refoulé, tant parisiennes qu'indulgents, coûteuses, les brigades qui exercent sur la population de ce département.

Non content d'exercer ces représailles sur les routes frontalières, M. le Préfet fait sillonner les rues tranquilles de Perpignan par des brigades de gendarmes, ce qui donne une allure particulière à notre ville : il le plus grave c'est que pour justifier leurs fonctions, nos braves gendarmes font retentir ces exigences du service et les embeêtent comme celui-ci leur occasionne sur les usagers.

Si nous ajoutons à cela les ordres, particulièrement sévères qui ont été donnés pour filtrer les espagnols résidant dans la région, qui permettra l'expulsion des militants, l'impossibilité pour certains camarades d'obtenir le visa pour l'Espagne, les fouilles de camions, on aura un léger aperçu de la situation créée dans le département des P.-O. par un fonctionnaire que l'on connaît plus complètement, mais que les campagnes de la presse d'opposition ont affolé et rendu pusillanime.

Cette politique, à sens unique, coïncide juste avec le renforcement accordé par les gouvernements fascistes aux rebelles, malgré les sonneux engagements pris devant le Comité de non-intervention ; dans les circonstances présentes, cette attitude est plus qu'une provocation, une véritable trahison envers nos camarades espagnols qu'on veut empêcher de se défendre.

Pour répondre à ces mesures pré-fascistes, un Comité, composé de militants de toutes les tendances, s'est constitué pour dénoncer les mensonges de la non-intervention, combattre l'arbitraire du Préfet et lutter pour la défense de l'Espagne Antifasciste ; mais nous avons la conviction que nos efforts seront vains à l'échec si nous ne sommes pas appuyés par les organisations antifascistes de ce pays.

A l'heure où l'Espagne est aux prises avec les difficultés les plus tragiques, où notre gouvernement se fait le complice tacite de Hitler et de Mussolini, nous avons le devoir d'être du côté des victimes contre les bourreaux. Perpignan a pris ses responsabilités, à nos camarades d'ailleurs de prendre les leurs.

FRANÇOIS.

Un pénible accident

Un grave accident est arrivé à un de nos meilleurs militants de la région parisienne, le camarade Rollet, secrétaire du groupe du 17^e. Peu après qu'il était sorti du « Libertaire », samedi dernier, il fut renversé par une automobile. Transporté aussitôt touché à l'hôpital, il dut subir d'urgence l'amputation d'une jambe.

Que notre ami Rollet, dans le coup qui le frappa, trouve ici le témoignage de sympathie fraternelle que tiennent à lui exprimer tous les camarades.

Un mot d'ordre PERCUTANT : "LA POLICE AVEC NOUS!"

Le libertaire syndicaliste

UN SEUL REMÈDE

La confiance en soi-même

La classe ouvrière vient de payer d'un lourd sacrifice ses illusions sur le caractère de classe du gouvernement de Front populaire.

En France comme en Allemagne, comme en Espagne, la social-démocratie au pouvoir continue à faire les affaires de la bourgeoisie et fait mitrailler les travailleurs pour sauver l'ordre établi.

Pour avoir voulu défendre leurs libertés menacées, les travailleurs de Clichy se sont heurtés à l'appareil de répression de l'Etat capitaliste dirigé par le socialiste Dormoy.

Le sang ouvrier a coulé. Nos maîtres respirent.

Cependant, au lendemain de la nuit tragique, l'indignation ouvrière s'est manifestée par de nombreuses grèves de protestation sur les chantiers et dans les diverses entreprises de la région parisienne.

Désertant les lieux de travail, les ouvriers sont venus réclamer à leurs syndicats la décision d'une grève générale de 24 heures pour protester contre le crime.

Il a fallu une journée entière de laborieuses délibérations pour que l'Union des Syndicats de la région parisienne et le Bureau confédéral se décident à accorder une demi-satisfaction aux travailleurs organisés en limitant le mouvement de grève à la matinée du jeudi et en maintenant au travail les travailleurs des journaux, des services publics et les fonctionnaires.

services publics et les fonctionnaires. A noter que les « boueux » parisiens ont refusé de s'associer à cette complicité et les ordres restés sur la chaussée traduisaient nettement leur désapprobation.

D'autre part, les conseils de sagesse pour la reprise du travail et les mises en garde contre les « provocateurs » qui voudraient prolonger le mouvement, n'ont pas été ménagés aux syndicats, afin que tout rentre au plus tôt dans l'ordre et que la paix sociale, nécessaire pour gagner la confiance des possédants, ne soit pas plus longtemps troublée.

Pour obtenir ce résultat, toute l'activité des directions syndicales a été employée, dans cette affaire, à freiner l'action ouvrière et à camoufler les responsabilités gouvernementales.

C'en est assez ! Les travailleurs, à qui cette politique de concession a déjà fait perdre une partie des avantages conquis en juin, doivent se ressaisir.

Il ne peut être question, pour eux, de faire la pause, alors que la réaction reprend partout

l'offensive et que le gouvernement Blum vient de donner une preuve formelle de son servilisme et de son impuissance à la maîtrise.

Ils doivent signifier que ce nouveau crime, commis par la social-démocratie contre la classe ouvrière, doit être le dernier.

Cette nouvelle trahison gouvernementale et des éléments gouvernementaux du syndicalisme, seulement attachés à « restituer la confiance » en vue de la réussite de l'emprunt de guerre et de l'Exposition, doit ouvrir les yeux aux plus bornés.

Autres sont les aspirations ouvrières. Les anarchistes, les travailleurs conscients sauront le rappeler aux chefs félons qui trahissent les intérêts ouvriers pour couvrir les capitulations successives des responsables.

Ils doivent retirer leur confiance à ceux qui ne recherchent que la confiance du capital qui nous opprime ; à ceux qui refusent de s'associer à une manifestation de rue pour exiger le ravalement de l'Espagne ouvrière et qui laissent massacrer sans défense les femmes et les enfants sans savoir faire autre chose que pleurnicher sur les victimes.

Le remède est dans la confiance de la classe ouvrière en elle-même, en sa capacité de lutte ; il est dans l'action directe permanente par les travailleurs eux-mêmes. Voilà l'enseignement à tirer du drame de Clichy.

N. FAUCIER.

DANS L'HABILLEMENT

La grève générale dans la mesure pour hommes

Mardi 16 mars, à peu près à la même heure que le « Barbesale » de la place Beauvau faisait massacrer, par ses snires des ouvriers inoffensifs, les travailleurs de l'habillement spécialité de la mesure, pour hommes réunis à la Bourse du Travail, salle Ferrer, emplies comme des sardines en boîtes, décrétèrent la grève générale, pour l'obtention de la semaine de quarante heures et du rajustement du salaire actuel qui ne correspond plus au coût de la vie.

Ce mouvement fut déclenché dans un enthousiasme qui frisait le délire. Comme je ne veux pas faire de réclame aux « macos » qui dirigent le syndicat, je ferai donc grâce aux lecteurs du « Lib » des discours qui y furent prononcés, au cours de la séance et dont chacun se doute un peu de la valeur « oratoire ». Ces éternels lieux communs, alternant avec les effets de tribune, et comme conclusion logique « l'Internationale » chantée les poings tendus.

Mais, ici, je me suis rendu compte que l'unanimité était loin d'exister : ce qui prouve que les « macos » n'ont pas encore complètement abéli nos corporatons. Bref, l'essentiel, était que dans cette lutte engagée le point de départ ait une ampleur qui en imposât au patronat. De ce côté, nous ne fûmes pas déçus ; car dès mercredi matin, tous les ouvriers des ateliers petits et grands se refusèrent de commencer le « boulot ».

Comme il est encore trop tôt pour parler de la différence entre la grève sur le tas et la grève dans la rue, je m'abstiendrai de donner mon opinion, aujourd'hui d'autant plus que je ne suis pas gréviste, mais chômeur. Ce mouvement terminé, nous saurons en tirer les conclusions qui s'imposent.

Toutefois, signalons chez Alba où au mois de juin dernier la lutte avait duré pendant trente cinq jours les ouvriers et employés avaient recommencé l'occupation, mais la police fit évacuer ; en même temps les quelques jaunes restés à l'intérieur avaient fait la présentation que les magasins resteraient ouverts et pour cela la direction fit appel aux « nervis » une équipe de boxeurs bons à tout. Malgré leurs muscles d'animaux employés aux travaux de force, une réaction se fit dans le personnel et dans la journée de jeudi, un piquet de grève important montait la garde ; la bagarre prévue n'eut pas lieu ; les autorités officielles ayant fait comprendre à Alba la responsabilité qui lui incombait en présence d'une pareille éventualité.

Aors les matraqueurs évacuèrent et la baraque fut neutralisée. Jusqu'à présent les ouvriers ont une grande confiance dans l'issue finale, et si rien ne vient au contraire de ce mouvement, la victoire n'est pas douteuse.

Cependant, il nous faut regretter l'attitude des « journaux ouvriers » presse libre et indépendante qui consacrent à une grève pareille des lignes perdues en dernière page.

Mais par coïncidence, Alba, les Galeries, le Libre, etc. étaient dans ces feuilles « ouvrières » leur publicité réclame.

Alors crainte de représailles ? Ceci explique cela, qui mérite la peine d'y revenir ; c'est ce que nous ferons la prochaine fois dans le billet qui sera consacré entièrement à la baraque Alba. LAGRANGE.

A LA SOCIÉTÉ PARISIENNE DE CONFECTION

Les agents avec nous

Jeudi matin à la S.P.C. (Société Parisienne de Confection), jour de la grève générale, les portes étaient closes et les ouvriers dans la rue. Vers neuf heures, trois flics arrivèrent (deux à roulettes, et un officier... de paix). Ces trois bourriques (puisqu'il faut appeler les agents par le nom qu'autrefois les communistes leur ont donné) sont entrés à la S.P.C. comme en pays conquis, et c'est tout juste si les membres du piquet de grève sur se sont pas mis au garde-à-vous à leur passage.

Le chef des cognes est monté au bureau du patron ; en descendant, il donna ordre aux délégués, de demander aux ouvriers qui voulaient travailler, d'entrer.

Mais le délégué qui est zourange et énergique a répondu au flic fasciste : « Non, (énormément) l'ordre que vous me donnez ne peut être exécuté, personne vous m'entendrez, personne ne rentrera. » L'officier de paix qui est très apprécié du préfet pour ses idées de droite, n'hésita pas (pour gagner son argent) à sortir hors des grilles la déléguée avec une telle violence, que notre brave camarade qui mérite toute notre admiration, est couverte de marques bleues, qui suffiraient à faire condamner son auteur, s'il n'était pas fils du Front Populaire protégé par Blum et la Défense Nationale.

Si les hommes n'ont pas sauté sur la brute galonnée (ex. G. D. V.) c'est qu'ils ont réfléchi qu'un ordre du salaud aurait amené du sang et toujours le même. Ch. P., ouvrier S.P.C., syndiqué de la confection pour dame

DANS LA CHAPELLERIE

Je signais dans mon dernier article la grève en cours dans notre corporation. Cette grève a abouti par l'acceptation totale de nos revendications.

C'est-à-dire que l'avenant faisant suite à nos contrats intersyndicaux — avenant consenti par les ouvriers et qui correspondait à une diminution de 5 à 25 0/0 sur certains travaux — est à nouveau rajusté sur des tarifs de base.

En plus de cela, le calcul de l'indemnité de chômage de vie est effectué trimestriellement au lieu de ne l'être qu'annuellement.

Maintenant, nous pourrions vivre à peu près normalement en travaillant au lieu de crever en produisant.

Je demande aux camarades chapeliers qui lisent notre journal de bien vouloir entrer en relation avec moi pour que nous puissions, dans la mesure de nos moyens, forger une arme solide pour continuer la lutte révolutionnaire dans notre industrie.

Il n'est pas admissible que nos patrons puissent encore bafouer certains camarades qui manquent un peu d'énergie, c'est pourquoi je fais appel aux militants pour redonner confiance aux autres camarades et arriver à notre but : la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pl., ouvrier chapelier.

Malgré eux...

Quelque chose subsiste dans le prolétariat parisien de l'esprit de révolte de la Commune, qui s'est manifesté dans la grève générale du jeudi 13 mars, grève générale déclenchée contre la volonté des dirigeants syndicaux et opposée à ceux-ci. Mais telle est la caractéristique des mouvements ouvriers des derniers temps. La masse défère pur-dessus la tête des bonzes ; toutefois elle n'ose pas se départir de ceux-ci, alors inmanquablement les bureaucraties poignardent droitement la lutte après l'avoir stérilisée.

Il en fut encore ainsi cette fois-ci. Lorsque mercredi matin, les prolétaires parisiens ouvrirent les pages de leurs journaux de crânes allités ; le « Huma » et le « Popu » ils apprirent le message de Clichy, mais ils cherchèrent en vain quelque proposition d'action. L'Union sacrée se fit automatiquement entre les organes dits de presse ouvrière et les grands empoisonneurs du « Petit Parisien », du « Journal », ou même du « Jour ». Des interprétations différentes, mais le fond restait le même : des lamentations, mais pas de remède.

Les prolétaires présents dans leur propre esprit, cela ne leur réussit pas trop mal. Contre l'assassinat, qu'il soit perpétré par le Front populaire, peu importe, une seule chose à faire ; grève générale de protestation.

De nombreuses usines métallurgiques firent des débrayages d'avertissement. L'établissement Lavallette qui déjà avait sonné le départ en juin arrêta complètement. Mais c'est surtout sur les chantiers de l'Exposition où les bobards de Blum sur « la victoire ouvrière par l'achèvement des travaux » ne descendent pas, c'est surtout là que l'arrêt du travail fut marquant. Il fallait entendre les cris de putois et les supplications dans les bureaux des députés socialistes du bâtiment quand les délégations des vrais bâtiments arrivaient. Les charpentiers en fer n'écouteront pas ces jérémiades ; ils resteront en grève toute la journée. Le drapeau noir flotta sur le pavillon de la C. G. T.

Dans les bureaux syndicaux, les « généraux » se gratifiaient la tête. Les partis d'avant-garde, cette fameuse élite qui doit conduire la lutte de classe ouvrière hésitant sans rien pouvoir établir. Les trompeurs socialistes craignaient de voir le camembert du pouvoir glisser hors de l'assiette. Les colons communistes n'avaient pas reçu les ordres de Moscou et redoutaient la réaction si par inadvertance ils sortaient de la ligne. Ils se mirent d'accord pour ouvrir la soupape de sûreté. Ah les ouvriers voulaient de la grève générale !

On allait leur en donner. Mais en même temps on ferait tout pour les dégouter de ce moyen de lutte ; le mieux n'est-il pas en pareil cas de fractionner le mouvement.

Cette besogne fut bien faite. Il fallait d'abord empêcher la masse ouvrière de se concerter. La durée de la grève fut décidée en petit comité. Les conseils d'édifice ne devaient être convoqués qu'après la bataille. C'était si facile pourtant dans ce Paris que de les réunir rapidement ; le téléphone et la poste pneumatique ne sont pas faits pour les chiens. Les encasements syndicaux sont bien un peu écornés par l'arrêt de la Défense nationale ; mais, soyons optimistes, il reste encore assez de nous pour les cadres du mouvement syndical. Dès la matinée de la grève, d'ailleurs, il aurait été possible de convoquer de vastes assemblées générales. Seulement alors le prolétariat aurait déterminé lui-même sa lutte ; sans doute ses décisions se seraient tournées contre Dormoy qui avait amené les gardes nationaux à Clichy ; sans doute la grève eût cessé d'être de protestation allait devenir effective et durer jusqu'à la dissolution du P.S.F. et du P.P.F. Il ne fallait à aucun prix laisser les mains libres au prolétariat.

Le coup de poignard empoisonné porta. Tandis que le communiqué de la C. G. T. annonçait que le Livre entier devait rester au travail, le Comité des délégués de la région parisienne ne maintenait au boulot que les travailleurs des journaux. Payage dans les imprimeries. Imprécations entre travailleurs. Les bonzes pouvaient se froter les mains.

Cela allait dans les groupes ouvriers de voir les services publics si soigneusement maintenus à l'écart du mouvement. Des conditions très importantes comme le gaz de banlieue n'avaient même pas été convoquées pour discuter de la mise en route du mouvement. Au « Crédit Lyonnais », où l'immense majorité des employés est organisée à la C. G. T. tous ces syndicats (à l'exception d'une poignée), faisaient tranquillement les affaires ; le syndicat se bornait à dire « qu'ils n'agissaient pas bien » mais c'est tout.

Mais même à travers ces hésitations la volonté de lutte ouvrière s'affirmait. La participation à la grève fut quasi-totale. Jusqu'aux ouvriers italiens qui cessèrent le boulot au pavillon d'Italie aux cris de « A bas le fascisme ». Les bonzes dans leurs discours et communications insistèrent bien plus sur l'unanimité dans la reprise du travail après-midi que dans le départ le matin.

Ils ramassèrent sur ce point quelques filles rentissantes. Plusieurs usines importantes comme Gnome et Rhône, Rosengart prolongèrent le mouvement jusqu'à l'après-midi. Il est curieux de constater que dans ce dernier établissement le patron mettait son auto à la disposition du délégué pour aller chercher Timbault un des bonzes, afin d'obtenir la reprise.

Ce mouvement indigne surtout aux libertaires la nécessité de consolider les groupes anarchistes d'usines. Là où ils existent nos camarades se sont sentis plus solides dans la grève. Mais il faut les rendre, ces groupes, autrement plus étendus et mieux coordonnés pour qu'ils puissent dans des jours comme le 13 mars exercer à plein leur valeur.

N. LENOIR.

CERCLE D'ÉTUDES SYNDICALISTES "LUTTE DE CLASSE"

SAMEDI 3 AVRIL A 9 HEURES

Salle des J. L. R., 10, rue Dupetit-Thouars.

(Métro : République-Temple.)

CONFÉRENCE SUR LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE EN FACE DE LA SITUATION ACTUELLE

organisée par le Cercle et des camarades du bâtiment

Orateurs : Dichamp, du Bâtiment, et un camarade du Cercle.

Dans les boîtes et sur les chantiers

A LA SOMUA A SAINT-OUEN

L'autre jour la section syndicale avait convoqué ses adhérents à la réunion mensuelle. J'ai assisté à une petite cuisine de famille faite par le bureau, c'est toujours ceux qui veulent « unir » — à leur profit bien entendu — qui font la division. Ils avaient évincé un camarade et nommé un autre comme délégué à la locale pour la raison que celui-ci n'était pas conforme aux idées du bureau syndical.

Voici les griefs : Être contre le Front Populaire et contre l'arbitrage. Tout cela s'était passé sans en référer aux adhérents. Voilà la liberté de penser et les méthodes politiques que veulent instaurer les stalinistes. Ils commencent comme toujours par salir l'adversaire, ensuite la violence, jamais sur le terrain des idées syndicales. Laissez-vous, camarades de la Somua, implanter ces méthodes de dictature au syndicat au profit d'un clan politique et au mépris de la droite ni de « gauche », mais la liberté pour tous de s'exprimer, donc pas de politique au syndicat.

Un fraiseur.

AUX CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES EVE ET NOIZET

Dans cette boîte, située, 101, rue de la Glacière dans le 13^e, les camarades se sont unanimement dressés pour obtenir des augmentations de salaires.

Après les patrons furent contraints de céder mais avec la secrète pensée de manœuvrer par la suite pour nous reprendre les avantages.

D'une part on commença à licencier les militants les plus actifs et d'autre part les délégués furent noyautés.

C'est ainsi qu'un manoeuvre délégué fut placé au poste de fraiseur et se transforma aussitôt en chefillon bouffi d'orgueil.

En même temps il commençait à trouver l'attente possible avec les dirigeants du syndicat professionnel.

En se prêtant à toutes les manœuvres patronales, en acceptant la mise à pied des ouvriers syndicalistes, facilité dans sa besogne par la passivité des syndicats et les complications de l'arbitrage le patronat reprend le dessus.

Les travailleurs doivent se souvenir qu'ils sont les maîtres de la section syndicale, que c'est leur activité qui compte et qu'ils doivent réagir contre l'esprit de soumission qui ne peut que favoriser le patronat.

Un copain libertaire de la boîte.

CHEZ LIORE ET OLIVIER

Un peu d'action directe

Depuis les grèves de juin les ouvriers sont plutôt déçus de constater que, malgré leurs protestations, les éléments fascistes restent bien en place.

Dernièrement les protestations se firent plus vives, car les fascistes, usant de leur tactique habituelle, et aidés par la direction, « grignotaient » les syndicats cégétistes. Entre autres nos camarades techniciens virent un des leurs, chef de service technique, remplacé par deux fascistes dont l'incapacité professionnelle est notoire.

Les ouvriers ont compris que l'action directe seule leur ferait obtenir un résultat, c'est pourquoi, mercredi, à 10 heures, eut lieu un débrayage général. Le service d'ordre de la boîte fut chargé de signifier aux 13 dirigeants du mouvement fasciste d'avoir à vider les lieux, ce qui fut fait, cependant que les ouvriers s'assemblaient dans la cour pour assurer au mouvement son unité et exprimer leur volonté de ne plus collaborer avec les partisans des assassins de la classe ouvrière.

Devant cette force, la Direction n'osa trop l'élever et, pour gagner du temps, mit en congé provisoire les fascistes, disant que le conflit serait porté devant le ministère de l'Air où une délégation se rendit.

L'accueil fut plutôt froid. M. Moulin, chef de Cabinet, signifia à la délégation qu'il dé-

sapprouvait ce mouvement. Cependant les délégués lui firent comprendre qu'ils ne venaient pas lui demander un conseil, mais le mettre devant le fait accompli.

Attendons les résultats pour conclure, mais les ouvriers peuvent être certains de la victoire à condition que leurs mots d'ordre soient : indépendance du syndicalisme et action directe.

DANS LES H.C.R.B.

Une résolution de la C. E. de la 5^e Section contre la militarisation et la course aux armements

La Commission Exécutive des H. C. R. B. réunie le 9 mars 1937 à Paris, 1, rue Laneau prend la décision de s'élever :

Contre le projet Desarmés. Partisan de la culture physique, saine et logique, mais non pas faire de cette chair, un élément d'engrais pour le futur charnier ;

Considérant que l'intérêt ouvrier est de lutter seulement sur le terrain économique, de lutter contre son ennemi intérieur, estime que les armements intensifs conduisent à la guerre ;

La Commission Exécutive décide de s'élever contre ce projet et contre les armements et demande aussi de faire pression, afin d'obtenir la semaine des 40 heures, la suppression des pourboires et des bureaux de placement ainsi que le respect du délégué syndical et du contrôle ouvrier.

Pour la Section Locale du 5^e : Le Secrétaire : M. Duval.

La direction de la C. G. T. a couvert les responsables et réduit la portée de la grève générale

L'indignation ouvrière devant l'assassinat prémédité des travailleurs de Clichy s'est manifestée dès le lendemain par de multiples arrêts de travail dans de nombreuses entreprises.

Aussi, devant la volonté aussi nettement affirmée du prolétariat parisien de voir enfin cesser la complicité gouvernementale dans la contre-offensive réactionnaire, et l'encouragement à la répression policière, la direction de l'Union des Syndicats de la région parisienne avait senti la nécessité de décider le principe d'une grève générale de 24 heures.

Mais les chefs confédéraux, intégrés dans la collaboration gouvernementale et soucieux de ne pas voir contrarié par une action « inconsidérée » les grandes manœuvres de paix sociale et d'union sacrée, ont opposé leur veto et limité la portée de la protestation ouvrière à la matinée du jeudi.

Déclenchée dans la hâte, sans préparation suffisante, elle a permis des défections qui auraient pu être évitées.

Le caractère de cette manifestation devait être également considérablement réduit, par les mêmes, et détourné de ses objectifs pour les motifs cités plus haut.

En effet, outre que les fonctionnaires et les travailleurs des services publics

ont été maintenus au travail, la colère des travailleurs contre le gouvernement, responsable des mitraillades de sa police, a été orientée uniquement contre la provocation fasciste.

D'autre part la presse a paru normalement, retirant ainsi à la grève un élément psychologique majeur de réussite.

La grève générale ainsi limitée à une protestation anodine a fonctionné comme une soupape de sûreté en faveur du Gouvernement.

Cette capitulation dans le souci gouvernemental d'échapper aux responsabilités nettement établies ne peut être tolérée par l'élément conscient du mouvement ouvrier, sinon de nouveaux drames analogues risquent de se reproduire.

Contre l'insuffisance du gouvernement de Front Populaire qui nous apporte une nouvelle preuve de sa fidélité à la défense de l'ordre bourgeois, contre le servilisme des directions syndicales enfoncées dans le soutien aveugle d'une politique de conciliation avec les pires ennemis du prolétariat, la défense ouvrière doit s'organiser à la base, sur le plan de l'entreprise pour faire respecter par son action directe ses libertés si chèrement payées et son droit à la vie.

La renaissance de l'action autonome de la classe ouvrière est à ce prix.